



Mémoire
Présenté par
COULIBALY YEKELEYA,
Jeanne

UNITE DE FORMATION ET DE
RECHERCHES DE SCIENCES
ECONOMIQUES ET DE GESTION

Analyse économétrique de la demande d'importation
des produits laitiers en Côte d'Ivoire

ANNEE ACADEMIQUE

21 décembre 2004



07.09.05

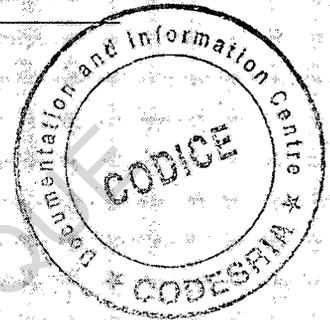
C04

13275

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNITÉ DE FORMATION ET DE
RECHERCHES DE SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

CENTRE IVOIRIEN DE RECHERCHES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES



**ANALYSE ÉCONOMETRIQUE DE LA DEMANDE
D'IMPORTATION DES PRODUITS LAITIERS EN
CÔTE D'IVOIRE**

MEMOIRE

*Présenté et soutenu publiquement le 21 décembre 2004
en vue de l'obtention du DIPLOME D'ÉTUDE SUPÉRIEURE SPÉCIALISÉE EN
SCIENCES ÉCONOMIQUES
Option: Economie Rurale*

par

Jeanne COULIBALY YEKELEYA

COMPOSITION DU JURY:

Président: BAKAYOKO Adama Ph.D, Professeur Agrégé à l'UFRR SEG

Directeur de mémoire: DIARRA Ibrahim Maître assistant à l'UFRR SEG

Membres: BARRY Mody Bakar Ph.D, Chargé de recherches
Secrétaire Général du programme de
troisième cycle en économie rurale CIRES
COULIBALY Nouhoum Pd.D, Enseignant chercheur à l'UFRR SEG

07.09.05
C04
13275

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	3
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURE.....	5
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION GENERALE.....	10
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	13
I.1 PROBLEMATIQUE.....	13
I.1.1 Problème de recherche.....	13
I.1.2 Justification de l'étude.....	28
I.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	29
I.2.1 Objectif général.....	29
I.2.2 Objectif spécifique.....	29
CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTERATURE ET HYPOTHESES.....	30
II.1 REVUE DE LA LITTERATURE.....	30
II.1.1 Les politiques d'importation des produits laitiers en Afrique.....	30
II.1.2 Déterminants économiques des importations.....	31
II.1.3 Modèles empiriques.....	35
II.1.4 Aperçu critique de la revue de la littérature.....	41
II.2 HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	42
CHAPITRE III METHODE D'ANALYSE ET ANALYSE DES RESULTATS.....	43
III.1 METHODE D'ANALYSE.....	43
III.1.1 Collecte de données.....	43
III.1.2 Présentation des outils d'analyse.....	43
III.2 PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	47
III.2.1 Résultats des statistiques descriptives.....	47
III.2.2 Résultats économétriques économétrique.....	48
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	55
1 CONCLUSION.....	55
2 RECOMMANDATIONS.....	57
3 LIMITES DE L'ETUDE.....	60
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	61
ANNEXES.....	66

DEDICACES ET REMERCIEMENTS

Remerciements spéciaux à CODESRIA dont l'assistance financière nous a permis de mener à bien ce travail.

Docteur Diarra Ibrahim

Vous m'avez soutenu et épaulé durant toute la réalisation de ce travail. Grâce à votre rigueur, votre clarté d'esprit, votre sens poussé de l'analyse, votre disponibilité sans faille, nous avons pu surmonter toutes les difficultés tout au long de nos travaux. Ce travail est en grande partie le vôtre.

Que Dieu vous bénisse.

Docteur Adama Ekberg

Trouvez en ce travail l'expression de ma reconnaissance, vous qui avez été à l'origine de cette étude.

Docteur COULIBALY Nohoun

Merci infiniment pour vos remarques et suggestions qui nous ont été d'un secours inestimable dans la formulation du modèle

Docteur Barry Mody Bakar

Vous avez manifesté un intérêt particulier pour notre étude. Votre sens du travail bien fait et vos observations pertinentes nous ont permis d'améliorer la qualité du travail.

Soyez en remercié.

Docteur Kacou Kouamelan

Votre expertise et vos connaissances scientifiques nous ont été d'un apport immense dans ce travail.

Soyez certain de ma reconnaissance

A tous nos aînés (Sylla, Dibakala, Diallo, Bouaffon, Gbongué, Erick) et nos collègues du programme de DESS

Merci infiniment pour le courage que vous m'avez donné, le soutien que vous m'avez apporté au cours de notre étude.

A tous les membres du jury

Merci pour vos observations et critiques qui nous permettront de parfaire notre œuvre

A tout le personnel administratif, plus spécialement Mme Menan Rosalie, Mr Assalé Kouapa

Remerciements sincères pour votre assistance

A Mr Zohero Bi, Merci infiniment pour votre collaboration et disponibilité qui ont contribué énormément à la réalisation de cette étude.

A mes parents, enfants et amis

Votre soutien sans faille, vos conseils et prières m'ont été d'une contribution inestimable dans la finalisation de ce travail.

A tous **ceux qui de près ou de loin** nous ont soutenu et ont contribué à la réalisation de ce travail

Trouvez dans cette œuvre le témoignage de ma reconnaissance.

Ceux qui moissonnent dans la peine, récolte en chantant,

Louange à toi Seigneur Jésus-Christ pour la force, l'intelligence, la patience et le courage dont tu m'a comblé durant tout ce travail. Que ton nom soit glorifié à travers cette œuvre.

TABLEAUX ET FIGURE

<i>Figure 1 : Circuit d'importation et de distribution de lait et produits laitiers.....</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 1 : Contribution à la croissance moyenne annuelle.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 2 : Evolution des importations de produits alimentaires de 1999 à 2002.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 3 : Prélèvements douaniers appliqués aux produits laitiers importés en 2001....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 4 : Pays fournisseurs de lait et produits laitiers en Côte d'Ivoire.....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 5 : Prix du marché mondial et subsides aux exportations.....</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 6 : Présentation des variables de l'étude.....</i>	<i>46</i>
<i>Tableau 7 : Statistiques descriptives.....</i>	<i>47</i>
<i>Tableau 8 : Paramètres estimés de la demande d'importation des produits laitiers.....</i>	<i>48</i>
<i>Tableau 9 : Elasticités prix non compensés de la demande d'importation.....</i>	<i>49</i>
<i>Tableau 10 : Résultats des élasticités prix croisés.....</i>	<i>52</i>

SIGLES ET ABREVIATIONS

PIB	Produit Intérieur Brut
BDPA.....	Bureau d'études pour les projets agricoles
MIPARH	Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques
MINAGRA	Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
DGP	Direction Générale des Productions
DPP	Direction de la Planification et des Programmes
DPE	Direction des Productions d'Elevage
CFA	Communauté Financière Africaine
OMC	Organisation Mondiale pour le Commerce
BENTD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
SODEPRA	Société de Développement et de Production Animale
SABIMEX	Société Abidjanaise d'import et export
SODISPAM	Société de distribution de produits alimentaires et marchandises diverses
SODIREP	Société de distribution et de représentation
PROSUMA	Société de production de super-marchés
CODIS	Continental de distribution
BIMA	Brigade-Infanterie-Maritime
SAPLED	Société africaine de production laitier et dérivés
SIALIM	Société ivoirienne pour l'alimentation
EUROLAIT	Société agro-alimentaire à base de lait
SAPROLAIT	Société africaine de produits laitiers
UHT	Ultra Haute Température
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
CEE	Communauté Economique Européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et la Faim
CIRAD	Centre International de Recherche Agricole et de Développement
AIDS	Almost Ideal Demand System
PIGLOG	Price Independent Generalized Log Linearity

GTZ	Coopération technique allemande
BAD	Banque africaine de développement
AGCD	Agence de coopération et de développement
CTB	Coopération technique Belge
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

RESUME

La Côte d'Ivoire dont l'économie est principalement basée sur les cultures d'exportations dont le café, le cacao et le bois, éprouve des difficultés pour la couverture des besoins en produits laitiers à partir de la production nationale. Cette situation est principalement due à une offre domestique insuffisante limitée par de nombreuses contraintes et l'inefficacité de la politique de développement de la production nationale de lait.

Ainsi, pour satisfaire la demande ivoirienne en lait, la Côte d'Ivoire a recours à des importations massives de produits laitiers provenant en majorité des pays de l'Union européenne. Or, le marché laitier international est en pleine mutation avec une hausse des cours des différents produits laitiers principalement du lait en poudre largement utilisé dans la reconstitution des produits laitiers par les industriels ivoiriens. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire traverse actuellement une période de récession économique marquée par une baisse de la croissance du PIB par tête.

Ainsi, dans l'optique de la mise en œuvre de stratégies qui permettront à la Côte d'Ivoire de faire face aux aléas du marché international et de répondre aux objectifs de sécurité alimentaire tels que formulés dans le plan directeur 1992-2015, il est apparu essentiel d'analyser la demande d'importations des produits laitiers en Côte d'Ivoire.

Deux objectifs spécifiques ont fait l'objet d'études; Il s'est agit :

- (1) de déterminer la sensibilité de la demande d'importation de produits laitiers face à une variation des prix internationaux
- (2) d'identifier les relations de substitution et de complémentarité entre les produits laitiers importés.

Pour ce faire, le modèle AIDS a été le principal instrument économétrique utilisé dans l'analyse en posant comme hypothèse de travail l'absence de différences entre les produits laitiers importés à partir du moment où ils proviennent d'une même origine l'union européenne.

Les résultats des élasticités non compensées obtenues indiquent que :

L'influence exercée par les prix internationaux est fonction du niveau de transformation des produits laitiers.

Les produits de base pour l'industrie locale fortement sollicités par le marché laitier ivoirien comme le lait en poudre, le lait concentré et le beurre ont une demande d'importation inélastique. Par contre la crème de lait, le yaourt, le fromage qui sont des biens beaucoup plus élaborés et qui peuvent être reconstitués à partir des produits laitiers de base, ont une demande d'importation élastique. Le lait liquide non concentré, produit intermédiaire entre ces deux niveaux de transformation a une demande d'importation à élasticité unitaire.

Ces différents comportements s'expliqueraient par le fait qu'il n'existe aucune possibilité de substitution des importations par la production domestique, étant entendu que cette dernière n'est pas compétitive et couvre moins de 10% des besoins nationaux.

L'identification des relations de substitution et de complémentarité entre les produits laitiers a révélé que les produits issus de la troisième catégorie à savoir le yaourt, le fromage et la crème de lait ont de très forts substituts parmi les biens de la première catégorie. Le lait en poudre, le lait concentré et le beurre sont par contre faiblement substitués par les autres produits laitiers. Par conséquent, un renchérissement du prix international se traduirait par un abandon du yaourt, du fromage ou de la crème de lait au profit du lait en poudre, du beurre et du lait concentré.

Au vu de ses résultats, des recommandations ont été formulées pour développer la production nationale afin de lui permettre de substituer progressivement les produits importés. Ce développement doit concerner tous les maillons de la filière lait depuis la production jusqu'à la commercialisation. Il a été suggéré de façon concomitante, la mise en place d'instruments économiques capables de réguler les importations.

INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire à l'instar de la plupart des pays sous-développés tire ses principales ressources du secteur primaire, principalement de l'agriculture.

Depuis l'indépendance, l'Etat ivoirien a engagé une politique de développement agricole basé sur les cultures du café, du cacao et du bois. Ces productions ont ainsi joué un rôle prépondérant dans la croissance économique du pays. En 2003, l'Agriculture a contribué à hauteur de 25,7 % au PIB national et représente un peu plus de 60% des recettes d'exportation (FAO, 2004).

Le sous-secteur des productions vivrières relativement diversifié, n'est pas resté en marge de ce développement agricole même s'il bénéficie d'une faible attention des politiques, comparé aux cultures d'exportation. Il contribue à satisfaire les besoins alimentaires de la population et à réduire la pauvreté en milieu rural.

Ainsi, la Côte d'Ivoire qui n'avait pas de tradition d'élevage a créé en un peu plus de 20 ans, un élevage national productif. Les moyens mis en œuvre ont été considérables, plus de 140 milliards de francs CFA dont la moitié sur fonds nationaux. Les résultats de ces efforts sont globalement positifs car la production a plus que doublé en 2 décennies (MINAGRA/DPE, 2001).

Malgré ces acquis, l'élevage reste encore une activité économique secondaire. Il contribue à hauteur de 2,9 % au PIB agricole et 1% au PIB national (BDPA, 1996). Aussi, la Côte d'Ivoire est elle déficitaire en viande et en lait, et importe plus de la moitié de la consommation nationale. En 2004, le taux de couverture des besoins par la production était de 44% pour la viande et 11% pour le lait (MIPARH/DPP, 2004). Ces chiffres révèlent l'importance des importations de produits animaux en l'occurrence le lait dans la satisfaction des besoins de la population en protéines animales. En 2003, les besoins d'importation de produits laitiers ont engendré une hémorragie financière de 30 milliards de F CFA.

Ces importations proviennent en grande partie des pays européens et constituent en général des surplus laitiers en majorité subventionnés. Ces importations se substituent ainsi à

une production locale très insuffisante et limite le développement de la production nationale laitière ainsi que l'atteinte durable de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, la crise économique installée depuis la fin des années 1980 avec la chute des cours du café et du cacao perturbe l'économie ivoirienne et affecte directement le revenu des consommateurs. Cette situation a été aggravée par l'ajustement monétaire intervenu à travers la dévaluation du franc CFA en 1994. Malgré la baisse de la protection tarifaire, la dévaluation a entraîné une augmentation de 85% du prix du lait importé, et une baisse considérable de la consommation per capita. A cela, s'ajoutent les troubles socio-politiques de ces dernières années.

De plus, la forte croissance démographique estimée à 3,3% par an (PNUD, 2004) et la très forte croissance urbaine qui est de 7% par an laissent entrevoir un accroissement des besoins.

Or, les cours internationaux du prix de la poudre de lait sont à la hausse pour au moins trois raisons :

- La production européenne et les excédents sont en baisse (conséquence de la politique sur les quotas laitiers)
- Les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) imposent de réduire les soutiens aux exportations ;
- La demande mondiale en produits laitiers s'accroît.

La Côte d'Ivoire, face à ce regain du coût des importations et à la récession économique qu'elle traverse, sera certainement confrontée à des difficultés pour faire face à sa facture laitière estimée à 30 milliards de F CFA en 2003 (MIPARH/DPP, op.cit.). Si aucune politique n'est mise en application, les besoins de la population seront difficilement couverts ; ce qui risque de compromettre l'objectif de sécurité alimentaire défini dans le plan directeur agricole 1992-2015. Cet objectif, repose sur l'accroissement quantitatif et qualitatif des productions alimentaires en faisant appel de plus en plus à une substitution progressive des produits locaux aux importations afin de pouvoir satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des populations.

Ainsi, il nous semble opportun d'analyser la demande d'importation des produits laitiers en Côte d'Ivoire en se penchant particulièrement sur l'étude de la variation des cours internationaux des produits laitiers sur cette demande.

Notre travail s'articulera de la manière suivante :

Le premier chapitre présente la problématique et les objectifs de l'étude ; le second chapitre traite de la revue de la littérature et présente les hypothèses de travail ; le troisième concerne la méthodologie et les résultats de l'analyse de la demande d'importation de lait en Côte d'Ivoire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS

I.1 Problématique

Dans cette problématique, il sera question de préciser le problème de recherche et de donner les raisons qui justifient le choix du thème de l'étude.

I.1.1 Problèmes de recherche

I.1.1.1 Une croissance économique très contrastée et des importations massives de produits laitiers

Depuis son indépendance, l'économie de la Côte d'Ivoire qui repose sur le secteur agricole (productions végétales et animales) connaît des phases de croissance très contrastées. Ainsi, les termes pour décrire la trajectoire de la Côte d'Ivoire vont du « miracle Ivoirien » à l'une des histoires les plus tristes des années 1980 (Devarajan, 1991).

Trois phases sont identifiées pour décrire la croissance de l'Economie Ivoirienne :

De l'indépendance à 1978, la Côte d'Ivoire a connu un boom des cours du café et du cacao qui s'est accompagné d'une croissance économique soutenue qui s'est matérialisée par une croissance du PIB à un taux moyen annuel de 3,9%. (Cogneau et Mesple-Somps, 2002). Les bases de cette croissance trouvent leurs fondements dans une agriculture d'exportation basée sur le café, le cacao et le bois qui constituent 82 % des exportations en 1965 et 74% des exportations en 1972 (Berthélemy et Bourguignon, 1996).

L'Etat a tiré profit de cette situation reluisante pour mettre en œuvre des programmes d'investissements publics afin d'accélérer la croissance et la diversification de la production et des exportations ainsi que le développement du secteur tertiaire. La diversification s'est vite affirmée par le développement progressif de nouvelles cultures de rente telles que le coton, la canne à sucre, l'hévéa, le palmier à huile, le cocotier ainsi que par la promotion des cultures vivrières. Les prélèvements importants qui étaient opérés sur les exportations à travers la Caisse de Stabilisation et de Soutien des prix des produits agricoles (CSSPPA), ont servi en retour au financement de la politique de sécurité alimentaire à travers les produits de grande consommation tels que le riz et les produits animaux. En effet, le coût de production de ces

aliments ne confère pas à la Côte d'Ivoire un avantage comparatif par rapport à d'autres pays grands producteurs, ce qui nécessite par conséquent le recours à l'importation massive pour satisfaire la demande nationale.

Cette croissance sera infléchie de 1979 à 1993 par une crise économique importante due à l'effondrement des cours du café et du cacao dès 1979. Le solde commercial se détériore rapidement : excédentaire aux alentours de 5 % du PIB jusqu'en 1977, il devient déficitaire à 3 et 6% en 1979 et 1980 (Cogneau et Mesple-Soms, op.cit). Cela s'explique d'une part par l'accélération des importations de biens d'équipement et de consommation et d'autre part par la détérioration des termes de l'échange. Concomitamment, on assiste à une baisse de l'épargne publique et privée. Le déficit de la balance courante atteint alors 18% du PIB (World Bank, 2000) et le déficit budgétaire global 8,5% du PIB (BNETD, 1997). La dette totale représente quant à elle, 77% du PIB (World Bank, 1998).

De 1994 à 1998 l'ajustement monétaire opéré au moyen de la dévaluation du franc CFA favorise un retour de la croissance. Calipet et Guillaumont (1996) renforcés par Cogneau et Collange (1997) établissent que la dévaluation du franc CFA a permis pour une partie la relance des exportations, de la consommation et de l'investissement privé ainsi que le rééquilibrage des comptes publics. En 1997, la croissance globale était estimée à 7% et celle du secteur agricole à 7,6% (Gbongué, 2002).

Depuis 1999, alors que la plupart des cours des matières premières exportées par la Côte d'Ivoire s'inscrivent à la baisse, les tensions politiques et sociales depuis le coup d'état de 1999, précipitent à nouveau le pays dans une période de récession économique. La croissance du PIB par tête est dorénavant nulle, voire négative tandis que la balance commerciale ne contribue plus positivement à la croissance (voir tableau 1).

Tableau 1 : Contribution du PIB à la croissance moyenne annuelle

%	1970-1978	1979-1993	1994-1998	1999-2001
PIB px marché (cts 1987)	9,4	-0,6	5,9	-0,2
<u>Dépenses</u>	7,9	-0,7	3,0	-0,4
Consommation totale	5,5	-0,2	2,5	0,2
Consommation privée	2,4	-0,5	0,5	-0,6
Consommation publique	2,4	-0,5	0,5	-0,6
FBCF	3,3	-1,3	2,1	-1,4
FBCF privée	1,4	-0,7	1,6	-0,6
FBCF publique	1,9	-0,7	1,6	-0,6
Variations de stock	0,0	0,0	0,7	-1,8
Export B&S non facteur	1,0	0,9	4,1	1,3
Import B&S non facteur	2,8	-0,6	2,6	1,5
Solde commercial	-1,8	1,5	1,5	-0,2
<u>Sources</u>				
V.A. agricole	1,0	0,9	4,1	1,3
V.A industrielle	1,6	0,4	1,8	-0,6
V.A. service	6,6	-1,2	1,6	-0,2
PIB prix marché	9,2	-0,3	5,9	-0,2
Taxes indirectes	2,0	-0,8	0,7	nd
PIB prix facteurs	7,2	0,6	4,6	nd

Source : INS, FMI (2000), World Bank (2000)

Dans ce contexte, la part relative des importations de produits alimentaires a régressé. Les volumes importés ont accusé globalement un recul. Toutefois, les produits de base (riz, poissons, lait) ont rapidement retrouvé leurs niveaux antérieurs car les possibilités de substitution ne sont pas encore réunies. Parmi ces produits de consommation importés, le lait occupe une place prépondérante. L'offre locale de lait est dominée par les importations qui s'élèvent à 116 204 T en 2001 (MINAGRA/DPE, op. cit). Le lait représente ainsi le deuxième poste d'importation de denrées animales après le poisson et le troisième poste d'importation de produits alimentaires après le riz et le poisson (cf tableau ci-dessous).

Tableau 2 : Evolution des importations de produits alimentaires de 1999 à 2002

		1999	2000	2001	2002
Valeur en millions de F CFA					
Importation totale	<i>Valeur</i>	1 777 819	1 771 592	1 866 252	1 816 342
Produits alimentaires	<i>Valeur</i>	344 165	307 726	397 803	414 448
	<i>% des importations totales</i>	19%	17%	21%	23%
Poissons frais	<i>Valeur</i>	105 136	92 540	107 700	123 646
	<i>% de produits alimentaires</i>	31%	30%	27%	30%
Riz	<i>Valeur</i>	68 496	69 557	95 352	93 178
	<i>% de produits alimentaires</i>	19,90%	22,60%	23,97%	22,48%
Blé tendre	<i>Valeur</i>	25 293	27 402	33 928	37 355
	<i>% de produits alimentaires</i>	7%	9%	9%	9%
Sucre	<i>Valeur</i>	11 381	7 418	12 495	15 412
	<i>% de produits alimentaires</i>	3%	2%	3%	4%
Tabac	<i>Valeur</i>	18 403	18 195	28 368	21 128
	<i>% de produits alimentaires</i>	5%	6%	7%	5%
Produits laitiers	<i>Valeur</i>	29 477	25 254	30 030	20 937
	<i>% de produits alimentaires</i>	9%	8%	8%	5%
Boissons	<i>Valeur</i>	11 986	10 704	12 797	15 214
	<i>% de produits alimentaires</i>	3%	3%	3%	4%
Autres céréales	<i>Valeur</i>	689	1 953	1 324	1 853
	<i>% de produits alimentaires</i>	0,20%	0,63%	0,33%	0,45%
Autres produits alimentaires	<i>Valeur</i>	73 303	54 703	75 810	85 726
	<i>% de produits alimentaires</i>	21,30%	17,78%	19,06%	20,68%

Source : INS, Direction Générale de la Douane (DGD) ; Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique (DCPE)

Cette importation massive de produits laitiers s'explique d'une part par la persistance des faibles performances de la production domestique, qui n'arrive donc pas à satisfaire la demande nationale, et d'autre part par les prix relativement bas des produits laitiers sur le marché international en raison des subventions et autres soutiens que les grands pays producteurs apportent à leurs productions et leurs exportations.

La présentation des contraintes inhérentes à la production laitière ainsi que l'analyse du contexte du marché international nous permettra de mieux cerner la demande importante en produits laitiers exprimée par la Côte d'Ivoire.

I.1.1.2 Une offre domestique insuffisante limitée par plusieurs contraintes

A l'exception de l'aviculture et, plus récemment, des productions porcines, les productions animales, en particulier le lait, couvrent difficilement les besoins des populations.

La production nationale de lait est surtout le fait des élevages traditionnels localisés en majeure partie dans le nord de la Côte d'Ivoire. Aussi, dans cette zone de savane, l'agriculture avec pour spéculations le coton, l'anacarde, la mangue et les cultures vivrières, constitue t-elle la principale source de revenus des paysans. L'élevage même s'il a de tout temps été pratiqué dans le nord du pays a toujours été une activité secondaire, sans aucun but financier immédiat de sorte qu'il est demeuré en marge du démarrage économique de la région.

Il faut indiquer que deux grands systèmes d'élevage sont pratiqués à savoir : le système sédentaire et le système transhumant.

L'élevage sédentaire se répartit en systèmes villageois et moderne.

Dans le type d'élevage villageois, les troupeaux sont essentiellement constitués de taurins ou de métis « taurins*zébus ». Cet élevage est pratiqué par les populations rurales traditionnelles du nord. Toutefois, il ne s'est jamais imposé comme une véritable activité économique. L'élevage n'est pratiqué que parce qu'il procure un approvisionnement en viande et un revenu monétaire d'urgence (cérémonies coutumières, funérailles, mariages, dotes, frais d'écolages...). Le lait est considéré comme un sous-produit de l'élevage (BDPA, op. cit.)

Ce système consiste à conduire les animaux au pâturage pendant la journée où ils sont gardés, et à les parquer pendant la nuit.

Le système moderne a quant à lui été mis en place par l'Etat à travers la création de ranchs tels que « Bovin industriel », « marahoué », ou l'installation d'élevages semi-intensifs par les projets « Elevage BAD phase II » et « Lait Sud » dans le but de rehausser la production nationale de lait. Les races locales sont en général croisées avec des races exotiques grandes productrices de lait et font l'objet d'un suivi sanitaire régulier, d'une complémentation alimentaire et d'une reproduction par voie artificielle (insémination artificielle).

Le système transhumant est le fait des pasteurs peulhs provenant des pays sahéliens. L'éleveur peulh se déplace de façon permanente avec son troupeau à la recherche de pâturage, ce qui provoque très souvent des conflits avec les agriculteurs en raison des nombreux dégâts causés aux cultures. Tout comme dans le premier système, la viande est le principal objet d'élevage à la différence qu'ici, le troupeau bovin représente la principale source de revenu. La faible production de lait est auto-consommée par le peulh et le surplus est commercialisé à l'état frais ou bouilli.

De ces trois types d'élevage, la production de lait est pour 85% le fait de l'élevage villageois sédentaire et de celui de transhumance qui sont basés au nord. Le nord de la Côte d'Ivoire, compte en effet plus de 1 050 000 têtes de bovins sur un effectif total de 1 456 000 têtes si l'on s'en tient aux chiffres du dernier recensement du cheptel de 1993. La production nationale de lait issue de ce cheptel se situe à 24 935 T pour des besoins estimés à 224 935 T (MIPARH/DPP, op.cit.).

L'offre domestique ne représente que 11% de la demande en lait. Ce faible taux enregistré au niveau de la production laitière est la résultante de plusieurs contraintes présentes au niveau de la production, de la politique de développement de l'élevage laitier et de la commercialisation du lait.

a Contraintes liées à la production

Les contraintes liées à la production sont d'ordre sociales, zootechniques, sanitaires, techniques et également institutionnels.

Les contraintes sociales ou humaines sont liées au fait que l'activité d'élevage est majoritairement le fait des populations du nord du pays, en particulier des peulhs qui ont une tradition d'éleveur. Les populations du sud ainsi que les sénoufos localisés dans le nord sont beaucoup plus portés vers l'agriculture jugée plus lucrative. L'élevage est par conséquent considéré comme une activité de second ordre et très mal organisée. Néanmoins, grâce à l'intervention de l'Etat pour le développement de l'élevage laitier dans le sud, on assiste de plus en plus à des installations de noyaux d'élevages laitiers dans cette zone du pays.

Les contraintes zootechniques sont d'ordres alimentaire et génétique.

Pour ce qui est de l'alimentation, la saison sèche drastique du nord, réduit la disponibilité fourragère et oblige momentanément les éleveurs à déplacer leurs troupeaux vers les régions sud où le fourrage est quasi-permanent toute l'année.

En ce qui concerne les performances génétiques des races locales, elles sont souvent limitées (maximum 1 à 2 litres de lait/j) ; incompatibles avec une bonne productivité et une rentabilité suffisante.

Sur le plan de la santé animale, la contrainte est imputable à la mauvaise maîtrise des problèmes sanitaires par les éleveurs et l'environnement pathologique défavorable (présence de nombreuses maladies endémiques : trypanosomiase, tuberculose, brucellose ...) expose le cheptel à des problèmes pathologiques.

De plus, les médicaments utilisés pour le traitement de ces maladies sont souvent inaccessibles aux éleveurs, compte tenu de leur coût relativement élevé et de leur indisponibilité.

Pour ce qui est de la technicité, la plupart des élevages bovins sont conduits par des peulhs qui sont en général analphabètes et dont les connaissances empiriques sont limitées vis à vis de la science médicale, des progrès génétiques ainsi que de la gestion économique des exploitations.

Les efforts d'encadrement et d'organisation initiés du temps de la SODEPRA n'ont pas été rigoureusement poursuivis.

b Les contraintes institutionnelles

L'exposé des contraintes institutionnelles nous conduit à analyser la politique laitière poursuivie par la Côte d'Ivoire en matière de production, d'investissement et d'importation

b.1 Politique de production

Depuis l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, le gouvernement ivoirien a fait appel à des consultants d'organismes internationaux pour étudier les possibilités ou pour établir des plans et programmes de développement de l'élevage laitier. Il s'agissait en fait non pas d'élaborer une véritable politique laitière prenant en compte les aspects investissements, formation des prix, commercialisation, importation et qui sert de base à l'élaboration de tout

programme laitier ; mais de mettre sur pied des programmes d'amélioration génétique pour satisfaire la demande urbaine en lait de consommation (ATSE, 1990). Aussi, de 1962 à 1991 plusieurs initiatives ont elles été prises en vue d'améliorer les performances de la race locale N'Dama. Mais celles-ci se sont soldées par un échec en raison de la mauvaise gestion technique et financière des exploitations.

En 1993, le gouvernement a élaboré un programme d'urgence visant à dégager les actions prioritaires pour le développement et la modernisation du secteur élevage ainsi que la réduction des importations de produits animaux. C'est dans ce contexte que la deuxième phase du projet Elevage financé par la BAD a vu le jour. La mission confiée à ce projet était de créer des élevages intensifs et d'améliorer les élevages traditionnels.

En raison des difficultés d'ordre technique et de décaissement dues à la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), 12 élevages laitiers sur les 56 prévus ont été installés mais avec une production laitière très faible ce qui n'a pas permis l'installation de centres de collecte du lait. Néanmoins, certains points forts ont été enregistrés. Il s'agit de la naissance d'un bassin laitier et de l'existence de débouchés rémunérateurs dans les zones du projet (le lait est vendu de manière individuelle dans les grandes villes et les villages).

Depuis 1996, un Programme National de Développement Laitier a été élaboré et sert de référence pour avoir une certaine visibilité sur les grandes orientations dans le secteur laitier. Ce programme a pour objectif de renforcer la production de lait à travers :

- l'accroissement des effectifs laitiers, évalués à environ 3000 par an ;
- la multiplication des nouveaux systèmes de production (type intégration élevage-agriculture) grâce à la mise en place d'un financement adapté d'amélioration de l'accès à la propriété foncière ;
- l'amélioration des systèmes de production traditionnels et le renforcement du secteur de la production laitière à travers une meilleure valorisation de la production locale (organisation de la collecte, organisation de la commercialisation, mise au point de technologies adaptées à la transformation artisanale, formation).

Ce programme ainsi libellé vise à mettre sur pied et à développer la filière laitière, encore au stade embryonnaire.

Il doit être soutenu par l'Etat en mettant en place un financement adapté, un système de contrôle des importations (prélèvements compensatoires) et un cadre institutionnel adéquat associant les bénéficiaires.

C'est donc pour répondre à ces objectifs qu'un projet d'Appui à l'élevage laitier dans le sud a été installé. Ce projet se poursuit actuellement et se trouve dans sa deuxième phase. Le nombre de fermes qui se sont installées au terme du projet est fixé à 30 et celui des mini-laiteries à 3. Seulement 10 fermes laitières et une mini-laiterie ont pu être installées jusqu'en 2003.

b.2 Politique d'investissement

De nombreux apports extérieurs en provenance de la GTZ, CTB, BAD ont jalonné les investissements pour le développement de la production laitière. Il faut reconnaître que les investissements en matière de production laitière sont très lourds et donc difficilement supportables par le budget d'investissement de l'Etat. Il a toujours encouragé l'intervention du secteur privé pour le développement de la production et maintenant de la transformation et de la commercialisation. Néanmoins très peu d'investissements privés existent.

Cette politique d'investissement qui devrait être à l'origine d'une augmentation substantielle de la production locale a produit des effets à peine perceptibles sur l'offre domestique favorisant donc le recours aux importations comme moyen de satisfaction de la demande de lait.

b.3 Politique d'importation

Le régime des importations laitières a été pendant longtemps libre. Néanmoins, les importations étaient soumises à des contrôles quantitatifs et qualitatifs et des droits d'entrées étaient prélevés sur les produits.

Cependant, dans le but de promouvoir les initiatives privées et dans le cadre de la stratégie et du plan d'action pour la relance de l'économie ivoirienne, le gouvernement a pris des mesures réglementant le régime des importations.

Les mesures prises furent à la fois tarifaires, fiscales et non tarifaires. Ainsi, l'industrie laitière locale a bénéficié à partir de janvier 1990 d'un relèvement de la fiscalité de porte sur les produits concurrents importés, en particulier, pour les laits concentrés (sucré et non sucré). De

plus un partage du marché du lait concentré a été effectué entre la société SIALIM qui produit localement du lait concentré et les importateurs. Ce partage qualifié de jumelage et compris dans la période 1990-1991 imposait aux importateurs d'acheter 40% de leurs besoins chez SIALIM contre 60% à l'étranger.

La loi n° 91-276 du 26 avril 1991 a assujetti les laits concentrés à la TVA au taux réduit de 11,11% ; puis l'ordonnance n°93-775 du 29 septembre 1993 est intervenue pour modifier les droits fiscaux et de douane.

Enfin, depuis janvier 1994 une baisse de 5% de la pression fiscale pour le lait liquide, le lait concentré, la poudre de lait, le beurre et de 10% pour le fromage a été effectuée afin d'atténuer les effets de la dévaluation sur le prix du lait.

Actuellement les prélèvements douaniers appliqués aux produits laitiers se décomposent en droits de douane, taxe sur la valeur ajoutée, redevance statistique, prélèvement compensatoire de solidarité et prélèvement CEDEAO. Les différents taux appliqués sont mentionnés dans le tableau 5 ci dessous.

Tableau 3 : Prélèvements douaniers appliqués aux produits laitiers importés en 2001

	Droits de douane	TVA	RSTA	PCS	PCC	Taux cumulé
Lait en poudre	5%	20%	1%	1%	0,5%	27,20%
Yaourts et fromage	20%	20%	1%	1%	0,5%	45,2%
Lait concentré sucré et non sucré	20%	20%	1%	1%	0,5%	45,2%
Crème de lait	5%	0%	1%	1%	0,5%	6%
Beurre	20%	20%	1%	1%	0,5%	45,2%

Source : Direction Générale des Statistiques Douanières et Etudes Economiques

TVA : Taxes sur la Valeur Ajoutée, RSTA : Redevance Statistique, PCS : Prélèvement Compensatoire de Solidarité, PCC : Prélèvement Communautaire CEDEAO

Malgré ces barrières tarifaires mise en place par le gouvernement et sa volonté de contrôler les importations pour développer sa production intérieure de lait, nous apercevons à travers les statistiques de la Direction des productions d'élevage (MINAGRA/DPE,2001) que les importations de lait et produits laitiers sont de plus en plus croissantes et la production

nationale demeure toujours faible. Le constat qui en résulte est que la politique laitière actuelle manque d'efficacité. Les éléments indispensables à la promotion et au développement d'un élevage laitier que sont l'organisation de la production et l'organisation du marché ne bénéficient pas de projets d'actions concrètes.

c Contraintes liées à la commercialisation du lait

Les producteurs sont confrontés à un problème de débouchés pour l'écoulement de leurs productions. Ces débouchés sont généralement éloignés des centres de production. Les moyens de transports frigorifiques nécessaires à l'acheminement de la production vers les grandes villes sont inexistantes.

En outre, la commercialisation du lait local est réalisée sous une filière traditionnelle. Hormis les projets "eco-fermes laitières", "appui au développement laitier dans le sud" qui ont mis en place dans leur zone d'exécution des mini-laiteries pour la collecte du lait, le système de collecte et de commercialisation du lait local, n'est pas organisé. Il est totalement régi par les bouviers ou les femmes peules et est surtout présent dans le nord du pays.

Au nord, le lait est vendu entre à 150 F CFA/litre, plus au centre à Bouaké le prix est de 250 F/litre et au sud à Abidjan il est de 500 F/litre.

La production domestique de lait n'étant pas suffisante pour alimenter les grandes unités de transformation du lait en poudre, ces dernières ont recours uniquement au lait en poudre importé pour fabriquer les différents produits laitiers (yaourt, fromage, lait concentré sucré et non sucré...). Le marché laitier Ivoirien est par conséquent dominé par les produits laitiers importés ou reconstitués.

Les principaux fournisseurs comme l'indique le tableau ci-dessous, proviennent des pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis. Ils fournissent à eux seuls 80 à 90 % des importations. Au sein de l'Union Européenne, les plus gros fournisseurs sont la France et les Pays-Bas.

Tableau 4 : Pays fournisseurs de lait et produits laitiers en Côte d'Ivoire

(Quantité de lait importé en kg)

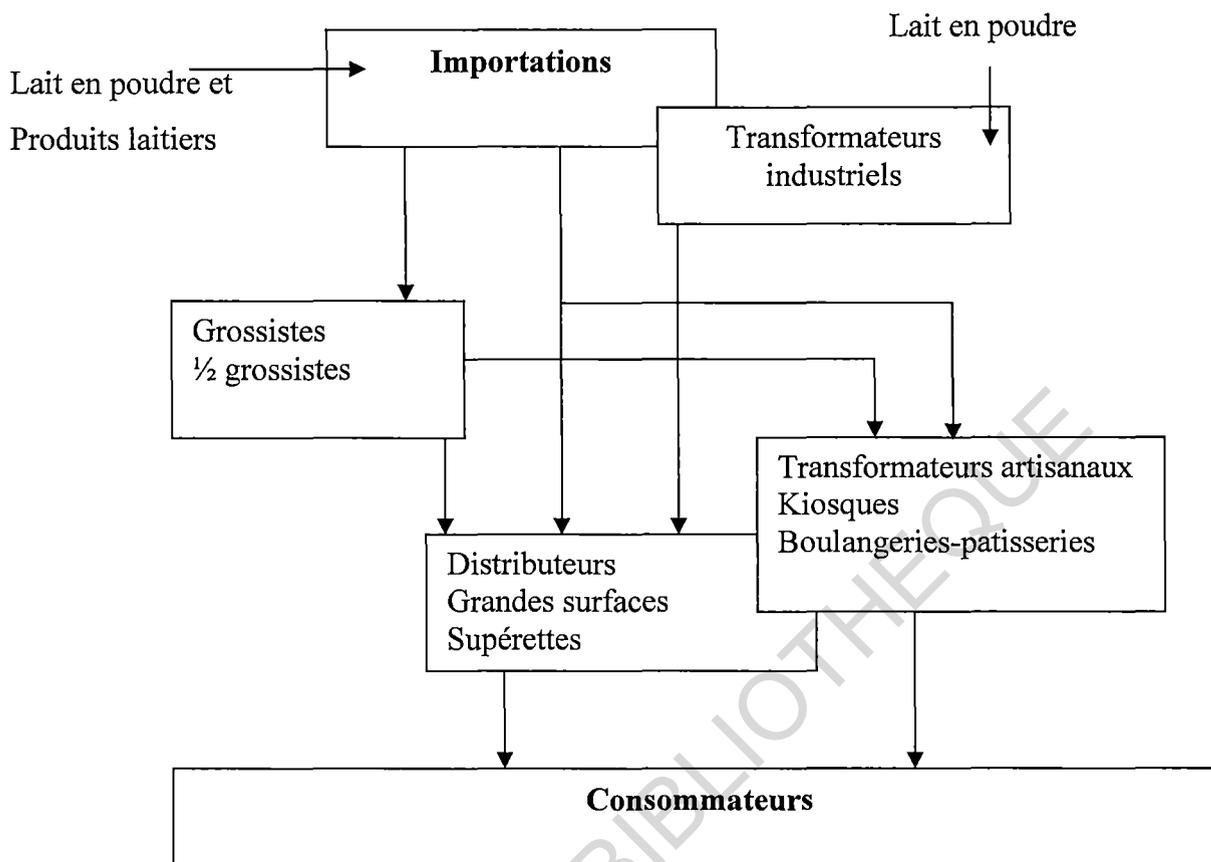
Pays fournisseurs	1998	1999	2000	2001	2002
	(x1000)	(x1000)	(x1000)	(x1000)	(x1000)
Allemagne	2 823	3 767	1 177	1 422	576
pourcentage sur le total	8,00%	10,56%	4,52%	5,26%	2,80%
Belgique- Luxembourg.	1 234	389	764	335	256
	3,50%	1,09%	2,93%	1,24%	1,24%
Danemark	191	3	50	243	20
	0,54%	0,01%	0,19%	0,90%	0,10%
France	8 663	5 485	6 106	7 573	3 846
	24,56%	15,37%	23,43%	28,04%	18,67%
Pays-Bas	9 635	9 194	8 777	6 928	5 922
	27,32%	25,77%	33,68%	25,65%	28,75%
Royaumes-Unis	6 497	5 711	3 166	3 646	4 887
	18,42%	16,01%	12,15%	13,50%	23,73%
Autres pays	6 228	11 129	6 023	8 862	5089
	17,66%	31,19%	23,11%	32,81%	24,71%
Pourcentage UE	82%	69%	77%	75%	75%
Total	35 269	35 678	26 061	27 010	20 596

Source : Direction Générale des Douanes (2003).

I.1.1.3 Un circuit de distribution dominé par les sociétés importatrices

Le marché des produits laitiers est dominé par les principaux importateurs suivants : SABIMEX NESTLE, SODISPAM, SODIREP, PROSUMA qui sont les plus actifs. Ils possèdent la plus grande part du marché du lait en poudre et de lait concentré, les deux produits les plus importants. Huit autres sociétés à savoir : CODIS, Pâtisserie A bidjanaise, 43^{ème} BIMA sont spécialisés dans l'importation de fromages, beurre, crème et laits liquides. Ces sociétés ravitaillent certaines usines de transformation, les grandes surfaces, et les magasins de vente de produits divers ce qui forme un maillage efficace depuis l'importation des produits jusqu'à leur consommation (cf schéma ci dessous).

Figure 1 : Circuits d'importation et de distribution de lait et produits laitiers



Source : FAO, 1995

Le groupe PROSUMA est à la fois importateur et distributeur pour le compte de sa chaîne de supermarchés à Abidjan.

L'importance du marché attribué aux sociétés importatrices de lait est considérable. Le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur était de 11,9 milliards de F CFA en 1998 (Ekberg, 2001). Selon le même auteur, toujours dans la même année, les quatre sociétés identifiées hormis NESTLE apportaient une valeur ajoutée de l'ordre de 2,4 milliards de F CFA à l'économie ivoirienne. Ces entreprises ont distribué une masse salariale de 0,9 milliards de F CFA pour un ensemble de 312 employés.

Certaines usines laitières se comportent aussi en importateurs pour le fonctionnement de leurs unités de production. C'est le cas de SAPLED.

A ces deux usines de transformation s'ajoutent deux autres industriels transformateurs que sont EUROLAIT, SAPROLAIT.

Ces différentes usines de transformation laitière qui sont toutes installées dans la zone d'Abidjan utilisent comme matière première le lait en poudre importé (issu généralement des

surplus de production) pour fabriquer du lait reconstitué (lait pasteurisé ou UHT), du lait transformé (yaourt, crème glacée) ainsi que des produits laitiers (fromage, beurre, lait concentré).

La rentabilité de ces industries est donc fortement liée au prix du lait en poudre sur le marché international. L'approvisionnement du marché local est de ce fait fortement dépendant de l'offre du marché international.

Il s'avère donc important d'analyser le fonctionnement du marché international pour mieux apprécier cette dépendance.

I.1.14 Un marché laitier en pleine mutation

Le marché international du lait est fortement influencé par les politiques de régulation des marchés des grands producteurs.

Durant les années 1970 et 1980, les politiques de soutien à la production pratiquées en Europe comme dans la plupart des grands pays producteurs, ont provoqué une croissance de la production au-delà des capacités d'absorption du marché mondial. Ce dernier, est dominé par les excédents de la production laitière de l'Union européenne (UE) supérieure de plus de 10% à la consommation. Environ 10 millions de tonnes de lait sont exportées chaque année ce qui équivaut à près de la moitié du marché mondial des produits laitiers (voir tableau 1). Selon Farina (1998), en dépit des coûts de production parmi les plus élevés du monde (0,39 US \$/l, soit 209 F CFA contre 0,16 US \$/l en Nouvelle Zélande soit 86 F CFA).

L'offre européenne détermine les prix sur le marché mondial. En fait, la stratégie utilisée par l'UE est de subventionner les excédents de production destinés à l'exportation afin de combler le fossé entre les prix élevés de l'UE et ceux du marché mondial. Ces subventions représentent souvent plus de la moitié du prix sur le marché mondial (cf tableau 5).

Tableau 5: Prix du marché mondial et subsides aux exportations (septembre 1999°)

	Subventions aux exportations de l'UE (euro/tonne)	Prix du marché mondial (euro/tonne) Moyenne 1999	Subvention/valeur (%)
Lait en poudre écrémé	900	1160	78
Lait en poudre entier	1200	1380	87
Beurre	1700	1320	129

Source : site web www.produivel.nl

Cette situation excédentaire avec pour corollaire la baisse des prix mondiaux du lait a été caractérisée, entre autres, par le développement de l'aide alimentaire dans les pays en voie de développement où la malnutrition sévissait de manière chronique.

Les prix anormalement bas des produits laitiers Européens et outre atlantique (600 US\$ la tonne) concurrençaient de manière déloyale la production laitière des pays en voie de développement. De plus, les grands pays producteurs ainsi que les institutions internationales, finançaient l'installation d'usines de reconstitution de lait à partir de la poudre de lait écrémé dans les pays en développement (Griffon et Viallet, 2000). Accessoirement, ces derniers étaient dotés d'un embryon d'industries laitières capables d'aider le développement de la production locale (Brokken, 1992). Ce modèle a donc servi de plate-forme à la mise en place des politiques de développement laitier en Afrique.

Pour stabiliser les cours internationaux afin de faciliter la libéralisation du commerce mondial des produits laitiers et le développement économique des pays en voie de développement, dès négociations ont été entreprises et ont débouché sur l'arrangement international relatif au secteur laitier (GATT, 1988). Cet arrangement a permis de fixer des prix minima à l'exportation ; l'Europe en 1984 a instauré une politique de quotas laitiers qui limite la croissance de l'offre et maintient un système de prix garanti.

Les cours internationaux sont remontés, atteignant et se stabilisant, autour de 2000 US\$ la tonne en ce qui concerne la poudre de lait écrémée (Griffon et Viallet, op. cit.) soit environ 200 F CFA/litre.

L'approvisionnement du marché laitier en Côte d'Ivoire est donc lié à la stabilité des cours internationaux du lait. Dans le contexte d'une augmentation des prix internationaux dû à la démantèlement des subventions et d'une possible baisse du revenu réel dû à la récession économique que traverse le pays, il est tout à fait essentiel de s'interroger sur la réaction de la demande d'importation des produits laitiers face à de tels chocs.

I.1.2 Justification de l'étude

Cette étude se justifie à plus d'un titre. En effet, contrairement au domaine des productions végétales qui fait constamment l'objet d'études économiques, les filières de l'élevage sont très peu l'objet d'intérêt. Pourtant, il existe un besoin important de recherche économique dans ce secteur afin de lui impulser un nouveau dynamisme. Notre contribution intervient donc pour combler un tant soit peu l'insuffisance de recherches constatées dans le secteur de l'élevage et plus particulièrement dans le secteur laitier où notre pays enregistre de très faibles taux de production nationale.

D'autre part, comme il a été mentionné antérieurement, le contexte international des produits laitiers est en mutation depuis quelques années avec le démantèlement des subventions et autres interventions mises en place par les pays grands producteurs de lait pour liquider leurs exportations à des prix défiant toute concurrence.

Dans le but de soustraire la forte dépendance du pays vis à vis des cours internationaux, des stratégies politiques doivent être élaborées.

C'est pourquoi, il est primordial de maîtriser tous les facteurs susceptibles d'influencer les importations afin que des décisions économiques et autres politiques idoines soient mises en place.

Cette étude contribuera ainsi à mettre à la disposition des décideurs politiques et des techniciens de l'élevage des outils et instruments d'aide à la décision pour la mise en place d'une véritable politique laitière de développement national.

Certaines études menées par BDPA(1996), Ekberg (2001) ont essayé de montrer la nécessité de la mise en place d'un programme de développement laitier pour non seulement augmenter la production locale, mais également pour sécuriser le revenu des éleveurs.

Cette étude se propose, à l'aide d'un modèle économétrique, d'analyser la demande d'importation des produits laitiers, et de mesurer sa sensibilité vis à vis d'une variation du revenu réel et des cours internationaux.

La finalité de cette étude réside en l'identification d'orientations pour la mise en place d'une véritable politique laitière.

I.2 Objectifs de l'étude

I.2.1 Objectif général

L'objectif général de cette étude est d'analyser la demande d'importation de lait et de produits laitiers en Côte d'Ivoire.

Pour atteindre ce but principal, deux objectifs spécifiques seront définis.

I.2.2 Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agira :

- De déterminer l'impact d'une variation des produits laitiers importés à la suite d'une variation des prix internationaux et du revenu réel alloué à l'importation des produits laitiers
- D'identifier les produits laitiers qui sont substituables ou complémentaires dans la consommation industrielle.

Chapitre 2 REVUE DE LA LITTERATURE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

II.1 Revue de la littérature

Dans cette revue, il s'agira de faire un aperçu sur les politiques d'importation des produits laitiers en Afrique, de présenter les facteurs qui influencent ces politiques et d'aborder des modèles empiriques utilisés dans l'analyse des demandes d'importation.

II.1.1 Les politiques d'importation des produits laitiers en Afrique

Les politiques nationales jouent un rôle clé dans le développement de l'élevage (Banque mondiale (1981)). Elles influent non seulement sur le développement économique global de la production, la commercialisation et la consommation des produits animaux mais également sur les échanges sur les marchés extérieurs.

Sandford (1985) souligne qu'adopter ou mettre au point une politique implique un choix entre différentes options possibles. Dans le choix de leurs options politiques, la plupart des gouvernements des pays africains sont guidés par une ou plusieurs des considérations suivantes :

- 1 Fournir au consommateur urbain des produits laitiers à un prix jugé abordable ;
- 2 Procurer des recettes au trésor public à partir des importations laitières ;
- 3 Contrôler et si possible réduire le montant des devises consacrées aux importations de produits laitiers ;
- 4 Stimuler le développement de la production laitière, et partant générer des revenus pour les producteurs et promouvoir en même temps l'autosuffisance en matière de produits laitiers.

L'expression « produit laitier » fait référence au lait frais, au lait en poudre écrémé ou entier, au lait évaporé ou condensé sucré ou non, au fromage et au lait caillé, au beurre, à l'huile de beurre et à toute autre produit provenant de la transformation du lait (Von Massow, 1990)

Les importations de produits laitiers influent sur le disponible alimentaire d'un pays, sur le volume total de ses importations et sur le développement de sa production intérieure de lait.

Plusieurs auteurs dont Witucki (1982), Bates (1983) soutiennent que les gouvernements des pays africains donnent la priorité absolue au bien être de leurs citoyens dans l'élaboration de leurs politiques laitières.

Leurs politiques générales en matière d'importation visent à procurer des recettes au trésor public et à contrôler les réserves nationales de devises alors que leurs politiques sectorielles cherchent le plus souvent à développer la production alimentaire et à réaliser l'objectif d'auto-suffisance alimentaire. C'est pourquoi les politiques laitières poursuivies par ces pays s'avéraient peu efficaces.

Les importations commerciales de produits laitiers de l'Afrique subsaharienne augmentent régulièrement depuis 1960 (Von Massow, op.cit). Alors qu'en 1960, le lait en poudre et le lait concentré représentaient en valeur 2/3 de ces importations, depuis 1970, ces deux produits constituent en moyenne près de 90% du total des importations de produits laitiers.

Il convient donc à ce niveau d'étudier les facteurs susceptibles de faire varier la demande d'importation des produits laitiers de façon spécifique et en général de tout bien importé.

II.1.2 Déterminants économiques des importations

L'étude des déterminants économiques des importations s'inscrit dans le cadre macro-économique de l'analyse des déterminants de l'échange.

Plusieurs indicateurs sont évoqués dans la littérature, ils partent des indicateurs traditionnels de compétitivité aux indicateurs hors compétitivité qui sont moins communs.

II.1.2.1 Les indicateurs de compétitivité

Les importations dépendent outre le revenu réel de la zone importatrice qui est approximé dans les estimations par le PIB, du taux de change, des barrières douanières, des prix pratiqués sur le marché international.



a Les variations des prix à l'importation

Von Massow (op.cit) affirme qu'en l'absence de toute intervention de l'Etat, le volume des importations d'un pays est fonction du rapport entre les cours internationaux et les cours de la production intérieure. Dans un marché en équilibre, le prix intérieur est égal au cours international, mais une intervention directe ou indirecte du gouvernement sur le coût des importations entraîne une différenciation de ces deux prix et une modification du niveau des importations. De même les variations des cours internationaux influencent les niveaux des importations lorsque celles-ci ne souffrent d'aucune restriction quantitative.

Vers la fin des années 70, les cours mondiaux des produits laitiers ont été fortement influencés par les mesures protectionnistes adoptés par les principaux producteurs des produits laitiers qui étaient les Etats Unis et la CEE (Tangermann et Krostitz, 1982).

Pendant cette période, les prix réels baissèrent sur le marché mondial et tombèrent au niveau des prix planchers fixés par le GATT (FAO,1985).

Théoriquement, toute baisse des cours mondiaux des produits laitiers se traduit par un accroissement des importations desdits produits et partant, par une baisse des prix intérieurs dans les pays d'Afrique subsaharienne.

b Les taux de change

La théorie macro-économique considère qu'une baisse du taux de change réel, c'est à dire une baisse du prix relatif des biens échangeables en terme de biens non échangeables, permet, toutes choses étant égales par ailleurs, de stimuler les exportations et de réduire les importations.

Avant la dévaluation du franc CFA en 1994, les gouvernements africains de la zone franc fixaient leurs taux de change à des niveaux supérieurs à ceux auxquels ils devraient normalement s'établir, encourageant par conséquent les importations. Très peu de pays de l'Afrique subsaharienne pratiquent un système des taux de change flottants.

Cette situation a été à l'origine de l'augmentation des importations laitières dans de nombreux pays africains (Von massow, op cit).

c Le revenu réel

Au cours de la période 1970-1980, le revenu des populations situées dans la zone africaine subsaharienne a enregistré une progression de 0,8% (Banque mondiale, 1981). De façon corollaire, Von Massow (1990) trouve dans ces études que cet accroissement du revenu a permis une augmentation de la demande d'importation des produits de 0,68%.

d Les barrières douanières

Les barrières douanières font également partie des déterminants des importations. En effet, Guilloreau, (1999.), a identifié les barrières commerciales comme ayant une influence sur les importations de poisson européen, même si leur impact sur ces échanges est relativement limité compte tenu du fait qu'un démantèlement total des barrières commerciales n'accroît les importations que de 2 à 3 %.

II.1.2.2 Les indicateurs de la compétitivité hors prix

D'autres facteurs au premier rang desquels la compétitivité hors prix peuvent agir sur la structure des échanges. Ces indicateurs mesurent la capacité d'un pays à capter la demande étrangère ou domestique par d'autres canaux que les prix.

Ils sont représentés par le progrès technologique, la qualité, la croissance démographique et l'urbanisation

a. La progrès technologique et la qualité

De nombreux travaux ont intégré des indicateurs agrégés de compétitivité hors prix comme les efforts de recherche développement, l'âge du capital (Erkel-Rousse, 1992), les évolutions relatives des productions nationales et étrangères (Oliveira-Martins et al, 1996); (Erkel-Rousse et al, 1997). Dans ces estimations, l'âge du capital permet de tenir compte des efforts d'investissements : plus il est élevé, plus les efforts d'innovation incorporés à l'accumulation du capital nouveau (l'investissement) seront faibles. Tout comme l'intensité de l'effort en recherche-développement, cet indicateur vise à capter la capacité d'un pays à différencier verticalement ses produits en améliorant la qualité. Les évolutions relatives des productions nationales et étrangères reflètent quant à elles davantage la différenciation horizontale, c'est à

dire l'étendue de la gamme de ses produits. Aujourd'hui, où l'on assiste à une diversité de goûts et à une variabilité de la demande, les entreprises doivent plus que jamais développer un commerce de variétés qui reflètent les goûts des consommateurs.

L'innovation ou progrès technologique considérée ici comme un déterminant de la compétitivité hors prix est une activité de création qui se développe à travers la recherche-développement, les accords de coopération ; elle peut également se développer grâce à des stratégies d'acquisition ou d'imitation.

b La croissance démographique et l'urbanisation

A régime alimentaire constant, la seule croissance de la population se traduit par un accroissement des besoins qui devrait se manifester sur les marchés en terme de volume (CIRAD, 2000). De plus l'urbanisation rapide des populations rurales ne se traduit pas seulement par la modification de leurs habitudes de consommation ; elle favorise aussi un accroissement de la demande de produits alimentaires importés dû au passage obligé des populations de l'économie de subsistance à une situation de marché.

La notion de compétitivité hors prix est souvent difficile à prendre en compte au niveau agrégé eu égard à la difficulté de se procurer des données homogènes et sur une longue période (Direction de la prévision, 2001). Pour faire face à cette contrainte, la compétitivité hors prix est remplacée au niveau agrégé par une tendance temporelle.

c Tendance temporelle

L'introduction d'une tendance temporelle dans les équations de commerce permet de tenir compte d'une part de l'ouverture croissante des économies, phénomène favorisé notamment par l'abaissement des coûts de transport et de communication ou encore par la libéralisation commerciale et financière ; et d'autre part de l'insertion progressive dans le commerce mondial de certains pays dits « émergents ».

Toutes choses étant égales par ailleurs, le processus d'ouverture agit positivement sur les importations en raison notamment du goût du consommateur pour la diversité (Krugman, 1979, 1980).

L'ouverture et l'intégration agissent positivement sur la tendance temporelle dans les équations d'importation.

L'identification des déterminants des importations a fait l'objet d'utilisation de modèles empiriques.

II.1.3 Modèles empiriques

L'estimation des fonctions de demande d'importation ou même d'exportation à travers l'utilisation de modèles économétriques a toujours été un domaine d'intérêt pour tous ceux qui s'intéressent aux politiques mise en place à l'échelle macro-économique. Ces estimations permettent de comprendre les facteurs de régulation des échanges internationaux et leurs implications sur la politique économique d'un pays.

Ainsi, dans cette section, nous présenterons quelques modèles généralement utilisés dans le but de faire face à une demande d'importation de biens et services.

Nwoko (1986), a estimé la demande d'importation des produits laitiers au Nigéria à travers un modèle logarithmique linéaire. Les variables exogènes considérées étaient : le prix des différents types de lait importé, la valeur des taxes, la valeur des réserves financières, la production domestique ainsi que deux autres variables exprimant le temps et la guerre.

Ainsi, mathématiquement on a :

$$M_{it} = f(P_{it}, P_{jt}, D_{it}, R_t, Y_t, Q_t, T, W)$$

Où : M_{it} = volume des importations des différents produits laitiers

P_{it} = le prix des différents produits laitiers en terme réel

P_{jt} = le prix d'autres produits laitiers non pris en compte dans P_{it} en terme réel

D_{it} = Les taxes à l'importation sur les i produits laitiers en terme réel

R_t = la valeur des réserves issue des échanges extérieurs en terme réel

Y_t = le revenu en terme réel

Q_t = la production domestique

T = la période de temps

W = la guerre qui est une variable muette prend la valeur 1 si elle intervient et 0 si non.

L'équation empirique correspondante se présente sous la forme :

$$M_t = aP_t^{b_1} R_t^{b_2} Y_t^{b_3} Q_t^{b_4} T^{b_5} W_{b_6} \varepsilon_t$$

ε_t représente le terme stochastique et est normalement distribué, de moyenne 0 et de variance 1.

Cette étude a permis de montrer que les deux facteurs ayant entraîné une croissance démesurée des importations au Nigéria, étaient liées aux prix réels à l'importation et à l'écart entre les taux de change officiels et réels

En outre, le calcul de l'élasticité prix-croisé entre la variable endogène et les autres variables exogènes a permis de montrer que la demande d'importation de certains produits laitiers comme le beurre, le fromage et le lait en poudre était élastique par rapport à la production domestique ; et cela quand la production domestique est transformée en beurre, lait en poudre ou fromage.

En dehors de l'étude de Nwoko, force est de constater que très peu de publications à notre connaissance ont porté sur l'étude économétrique de la demande d'importation de produits laitiers notamment en Afrique ; ce qui rend pertinente cette étude.

Néanmoins, certaines études dans bien d'autres secteurs de l'économie utilisent des fonctions de demande d'importation de biens et services.

Allechi (1992), a utilisé un modèle loglinéaire pour évaluer quantitativement les déterminants de la fonction d'importations en Côte d'Ivoire. Les variables exogènes utilisées ont été le taux de change réel, le produit intérieur brut, les recettes d'exportation, la capacité à payer pour les importations, la période t qui correspond à l'année. ; et la variable endogène a été représentée par la quantité de biens importés.

Comme résultats, il a obtenu que le revenu réel, la capacité d'importation, le taux de change réel sont les facteurs qui influencent les importations Ivoiriennes.

Mzoughi (2000) a également eu recours à une spécification logarithmique de la demande d'importation et d'exportation pour évaluer les performances commerciales de l'économie tunisienne. Les déterminants utilisés étaient constitués par des variables hors prix et des facteurs traditionnels de compétitivité-prix et de demande.

Les élasticités-revenu des fonctions de demandes dont la valeur dépend de la nature des biens échangés (biens normaux ou biens de luxe) et, au niveau macro-économique, de la spécialisation ainsi que les élasticités –prix indiquant les effets de la compétitivité pure ont été estimées. D'autres paramètres qui renseignent sur l'ampleur de nombreuses variantes envisagées à travers la tendance temporelle et résumant les effets hors prix ont été calculés.

Les signes attendus des élasticités-revenu sont positifs indiquant que toute augmentation du revenu stimule le volume des échanges bilatéraux.

En revanche, le signe attendu de l'élasticité-prix de la demande d'importation est négatif puisque toute baisse dans le prix relatif à l'importation encourage les consommateurs domestiques à accroître leur demande d'importations. L'élasticité "tendance" a un signe attendu ambigu du fait que l'on ne peut identifier a priori l'effet de l'ensemble des facteurs explicatifs non explicités par le modèle. Les résultats indiqueront si ces facteurs stimulent les performances de la Tunisie dans ces échanges avec l'Union européenne.

Comme résultats, Mzoughi (op. cit.), obtint que l'élasticité prix des importations est significative mais reste toutefois assez peu élevée (varie entre $-0,53$ et $-0,62$). L'auteur interprète ce résultat par le faible rôle joué par les prix dans la régulation des importations en raison de la part importante de produits difficilement substituables soit pour des raisons physiques (biens d'équipements, matières premières), soit pour des raisons tenant à l'importance de l'Union européenne comme principal partenaire commercial de la Tunisie. L'importance du rôle joué par les prix dans la régulation des échanges dépend plus conclut-il du niveau de l'activité domestique.

En revanche, l'élasticité revenu de demande d'importations qui s'avère élevée (1,27) confirme l'importance de l'Union européenne comme principal fournisseur de la Tunisie en matière d'importations productives dont la demande reste peu élastique au prix relatifs et dépend fortement du niveau de l'activité économique nationale.

En ce qui concerne les facteurs hors prix tels que l'effort d'investissement et la recherche développement, les estimations de Mzoughi (op cit) ont montré que l'effort d'investissement ne contribuait pas à une réduction des importations car il n'est pas assez suffisant pour contribuer à la réduction de la dépendance aux importations à travers les industries de substitution. L'impact de l'effort en recherche-développement dans l'évolution de s échanges

reste assez limité, ce qui traduit selon l'auteur l'insuffisance des dépenses consacrées à l'effort en recherche-développement en Tunisie.

En plus du modèle loglinéaire, d'autres modèles tels que le modèle Rotterdam (Theil, 1975-76), Translog (Christensen, Jorgensen and Lau, 1975), AIDS (Deaton et Muellbauer, 1980) sont également utilisés pour estimer la demande d'importation d'un pays. Parmi ces instruments économétriques, le modèle AIDS (Almost Ideal Demand System) est le plus récent (Fulponi, 1989). Ce modèle a été proposé pour la première fois par Deaton et Muelbauer (op.cit) et a été utilisé dans plusieurs travaux, entre autres Munoz (1994) dont le travail a porté sur la compétitivité des exportations espagnoles des agrumes sur le marché d'importation de l'Allemagne; Kacou (1996) qui a analysé les effets d'une mesure antidumping : le prélèvement compensatoire sur les importations de viandes en Côte d'Ivoire et plus récemment par Ameer et Gracia (1998) qui ont étudié la compétitivité des exportations espagnoles de viandes ovine et caprine.

Le modèle AIDS est dérivé d'une forme spécifique de préférences: ce sont les préférences PIGLOG (Price Independent Generalized Log Linearity). Ces préférences sont représentées via la fonction de dépense. Cette fonction définit la dépense minimale nécessaire pour atteindre un certain niveau d'utilité donné U , étant donné les prix. Soit $C(u,p)$ cette fonction qui se présente de la manière suivante :

$$\text{Log } C(u,p) = (1-u) \log a(p) + \log b(p) \quad (1)$$

u désigne un niveau d'utilité situé entre 0, le niveau de subsistance et 1, le niveau de béatitude. La fonction $a(p)$ a la forme TRANSLOG suivante :

$$\text{Log } a(p) = \alpha_0 + \sum_{i=1}^N \alpha_k \log p_i + 1/2 \sum_{i=1}^N \sum_{j=1}^N \gamma_{ij} * \log p_i \log p_j \quad (2)$$

La fonction $b(p)$ se présente quant à elle de la façon suivante :

$$\text{Log } b(p) = \log a(p) + \beta_0 \prod_{i=1}^N p_i^{\beta_i} \quad (3)$$

En remplaçant a (p) et b (p) par leurs formes fonctionnelles dans l'équation 1, on aura : la fonction de dépense AIDS se présente ainsi de la manière suivante :

$$\ln C(u,p) = \alpha_0 + \sum_k \alpha_k \ln p_k + (1/2) \sum_k \sum_j \gamma_{kj}^* \ln p_k \ln p_j + u \cdot \beta_0 \prod_k p_k^{\beta_k}$$

Où α_i , β_i et γ_{ij} sont des paramètres à estimer. A partir de cette dernière fonction, nous pouvons dériver la part des dépenses sur le bien i, noté par w_i , en utilisant le lemme de shephard comme l'indique l'expression suivante :

$$\frac{\partial \log c(u,p)}{\partial \log p_i} = w_i = \alpha_i + \sum_{j=1}^N \gamma_{ij} \log p_j + \beta_i u \beta_0 \prod_{i=1}^N p_i^{\beta_i}$$

$$\gamma_{ij} = 1/2(\gamma_{ij}^* + \gamma_{ji}^*)$$

Cette part de dépenses peut être aussi exprimer en fonction d'un niveau de revenu y, tel que $y = c(u, p)$ et d'un vecteur de prix comme l'indique l'équation suivante :

$$w_i = \alpha_i + \sum_{j=1}^n \gamma_{ij} \cdot \log(p_j) + \beta_i \cdot \log(R/P)$$

où P est un indice de prix approximé par l'indice de Stone dans la version linéaire de ce système :

$$\log(P) = \sum_{i=1}^n w_i \cdot \log(p_i)$$

La théorie du consommateur exige que certaines contraintes soient vérifiées. Dans ce modèle, les contraintes d'additivité, d'homogénéité des fonctions de demande et de symétrie de la matrice de Slutsky sont respectées globalement si les paramètres vérifient les égalités suivantes :

$$\sum_{i=1}^n \alpha_i = 1 ; \sum_{j=1}^n \gamma_{ij} = \sum_{i=1}^n \gamma_{ji} = \sum_{i=1}^n \beta_i = 0 \text{ et } \gamma_{ij} = \gamma_{ji}$$

Ameur et Gracia (op cit.), ont formulé le système de demande d'importation des viandes ovines et caprines pour la France de la manière suivante :

$$w_{it} = \alpha_i + \beta_j \log \frac{IMP_t}{P} + \gamma_{ij} \log p_{jt} + \lambda_i D80_t + \delta_i DEsp_t + U_t$$

où :

w_i = part du pays « i » dans les importations totales françaises d'ovins et caprins ($i= 1,2,3,4$)

La Belgique et les Pays Bas forment un groupe, et la Grande Bretagne et l'Irlande un autre groupe. Les deux derniers groupes sont formés par l'Espagne et le reste du monde qui ne détient pas une part très importante dans les importations françaises.

α_i = effet de la valeur des importations françaises sur la participation du pays « i »

IMP= valeur des importations françaises totales des viandes ovine et caprine

LogP=indice de prix

p_j = prix d'exportation du pays « j »

D80= 1 de 1968 jusqu'en 1980 et zéro de 1980 à 1995, cette variable prend les effets du changement structurel intervenu dès 1980

DESP= 1 pour les années 1986, 1987, et 1988, zéro pour les autres années. Cette variable prend en compte les effets de l'intégration de l'Espagne dans la CE (1986) entre 1986 et 1988 qui est la période pendant laquelle les exportations espagnoles ont montré un changement brusque.

U_i = terme d'erreur

La formulation de ce modèle a été basée sur l'hypothèse de séparabilité entre les importations d'un produit et la production interne de celui-ci. Cette supposition permet l'utilisation de la valeur des importations comme variable explicative du modèle.

Le modèle a été estimé par la méthode du maximum de vraisemblance en imposant les propriétés théoriques de la demande.

L'analyse des résultats des élasticités revenu, prix direct et prix croisés de l'estimation économétrique a permis de révéler que :

- Les élasticités prix directes sont des valeurs faibles et négatives (-0,68) indiquant qu'une politique espagnole de réduction des prix d'exportation ne va pas beaucoup encourager les exportations vers la France. Par conséquent d'autres canaux commerciaux d'exportation devraient être utilisés, à savoir la création d'une image de différenciation des viandes ovines et caprine basée sur certaines caractéristiques du produit ainsi que sur la qualité.
- Les exportations espagnoles sont en concurrence sur le marché français avec celles de la Belgique – Pays Bas et de la Grande Bretagne-Irlande, à telle enseigne que si ces pays

réduisent leurs prix à l'exportation, les exportations espagnoles diminueront. Cependant, les exportations espagnoles sont complémentaires à celles du reste du monde.

II.1.4 Aperçu critique de la revue de la littérature

Les politiques d'importation laitières qui sont mises en place souffrent généralement d'un manque de cohérence dans les choix politiques qui sont opérés. En effet, certains pays veulent contrôler leurs importations à travers la mise en place de licences, quotas, dans l'objectif de développer leur production intérieure ainsi que générer des revenus pour les producteurs et en même temps fournir au consommateur urbain des produits laitiers à un prix abordable.

Cette étude dont l'objectif est d'analyser la demande d'importation des produits laitiers en Côte d'Ivoire et sa réaction vis à vis de chocs économiques nous permettra de disposer d'éléments pertinents et judicieux pour élaborer une politique laitière cohérente.

Par ailleurs, dans la revue de la littérature, il est fait mention de l'impact de la variation des prix à l'importation sur la demande d'importation des produits laitiers. Le contexte du marché international des produits laitiers qui prévalait était caractérisé par la faiblesse des prix à l'importation car le marché mondial était dominé par les subventions et autres politiques interventionnistes des pays producteurs. Or, comme le stipule Griffon et Viallet (op.cit), le marché laitier actuel est en pleine mutation avec une tendance à la hausse des cours sur le marché international. L'économie mondiale étant de plus en plus intégrée, l'évolution des échanges internationaux exerce sans aucun doute un impact sur les marchés nationaux.

Il paraît par conséquent opportun d'entrevoir la réaction de la demande d'importation des produits laitiers en Côte d'Ivoire face à ces changements..

Enfin, la revue de littérature à notre connaissance révèle un nombre peu élevé d'études utilisant le modèle AIDS pour estimer de manière économétrique la demande d'importation des produits laitiers. Notre étude qui aura recours au modèle AIDS dans l'analyse des importations des produits en Côte d'Ivoire se veut donc une étude pionnière dans ce secteur de l'économie ivoirienne.

II.2 Hypothèses de travail

L'analyse économétrique des importations de produits laitiers aurait pu être réalisée en différenciant les biens importés selon leurs origines car comme le stipule Armington (1969), en dehors des coûts de transport et des tarifs, les prix d'un même bien importé de différents pays varient d'un pays à l'autre. Cette différenciation s'effectuerait alors suivant la situation géographique du pays exportateur ou suivant les caractéristiques des produits importés comme l'ont fait Kacou (op.cit) et Ameur (op.cit.).

Dans le cadre de cette étude, l'analyse sera effectuée en faisant fi de la différenciation par origine pour deux raisons :

1 Les produits laitiers importés en Côte d'Ivoire proviennent en majorité des pays membres de l'Union européenne. Les importations de produits laitiers à partir de ces pays peuvent donc être considérées comme provenant d'une même origine : l'union européenne. De plus, nous considérons que les caractéristiques des produits laitiers importés des pays de l'union européenne ne diffèrent pas fondamentalement d'un pays à l'autre. A ce titre, ils sont supposés être parfaitement substituables.

2 En se référant au deuxième objectif de l'étude, la spécification du modèle selon le pays d'origine nous intéresse peu. Ce qui nous importe, c'est de déterminer les interrelations de substitution ou de complémentarité existant entre les produits laitiers importés peu importe l'origine de ces produits.

Chapitre 3 METHODE D'ANALYSE ET ANALYSE DES RESULTATS

III.1 METHODE D'ANALYSE

III.1.1 Collecte des données

Les données de l'étude sont des données secondaires obtenues à partir de la documentation locale des services de la Direction des Statistiques des Douanes. Il s'agit de données mensuelles concernant la période 1996-2002, donc de séries temporelles.

Les variables identifiées selon la disponibilité des données (voir tableau 6) sont quantitatives. Elles concernent les quantités de tous les produits laitiers importés et leur prix CAF .

III.1.2 Présentation des outils d'analyse

Les méthodes d'analyse utilisées sont essentiellement quantitatives. Elles reposent sur les statistiques descriptives et sur l'utilisation d'un modèle économétrique du type AIDS (Almost Ideal System Demand).

III.1.2.1 La méthode des statistiques descriptives

L'analyse des données quantitatives grâce à l'utilisation des statistiques descriptives permet de caractériser le marché laitier Ivoirien, c'est à dire de connaître le ou les produits laitiers les plus consommés en Côte d'Ivoire sur la période d'étude. Elles permettent en outre d'avoir une idée sur l'évolution des prix à l'importation.

Pour ce faire, l'analyse statistique descriptive reposera sur le calcul des moyennes, écart-type, les valeurs maximales et minimales.

III.1.2.2 Le modèle économétrique

Le modèle économétrique AIDS, permettra de déterminer les différentes variables qui influencent la demande d'importation de lait et de produits laitiers à travers le calcul des élasticités.

a Justification du choix du modèle AIDS

Nous voulons étudier la demande d'importation de plusieurs produits laitiers au nombre de 7 et analyser l'impact d'une variation des prix à l'importation et du revenu réel sur cette demande. Il nous faut donc pour cela rassembler toutes les équations individuelles de demande d'importation en un système d'équations. Or, le modèle AIDS se présente comme un système de référence (Araar, 2000) pour conduire cette analyse.

Ces avantages sont dus au fait qu'il remplit les conditions d'une forme fonctionnelle flexible ; selon Gohin (1999) le modèle AIDS ne contraint ni les relations de substitution entre les différents biens ni les effets revenu a contrario du system LES (Linear Expenditure System).. Ce modèle se prête bien aux contraintes d'additivité, de symétrie et d'homogénéité au niveau des paramètres du système généralement imposés aux fonctions de demande.

b Spécification du système

La détermination de l'impact d'une variation des prix internationaux et du revenu réel de la population sur la demande d'importation des produits laitiers ainsi que l'identification des interrelations entre ces produits a été réalisée grâce au modèle AIDS.

Il s'est agit dans un premier temps de calculer les parts de la dépense totale en lait consacrée à l'importation des 7 produits laitiers qui sont : le beurre, le yaourt, le fromage, le lait en poudre, la crème de lait, le lait concentré, le lait non concentré à travers les équations suivantes :

$$W_i = \alpha_i + \sum_j \gamma_{ij} \log(p_j) + \beta_i \log\left(\frac{R}{P^*}\right) + u_i ; i=1, \dots, 7 \text{ et } j=1, \dots, 7$$

w_i représente la part de dépenses du produit laitier i dans la dépense totale en produits laitiers

$\frac{R}{P^*}$ représente le revenu réel ou la dépense réelle

P^* est l'indice de Stone dont la valeur s'obtient de la manière suivante :

$$P^* = \sum_j w_j \log(p_j)$$

u_i est le terme d'erreur.

$\alpha_i, \gamma_{ij}, \beta_i$ sont des paramètres à estimer.

Le système d'équation a été estimé par la méthode SUR (Seemingly Unrelated Regression). Par construction, la somme des parts est égale à l'unité et les variables explicatives sont identiques. Du fait des restrictions d'homogénéité et de symétrie, les paramètres de la dernière équation se déduisent aisément de ceux des autres équations. Aussi, allons nous estimer simultanément les 6 premières équations et en déduire la 7^{ème} équation.

Le recours à cette méthode SUR est justifié pour annuler tout effet possible de corrélation entre les importations des différents produits laitiers.

Les restrictions imposées sont :

- Contrainte de symétrie : $\gamma_{ij} = \gamma_{ji}$
- Contrainte d'homogénéité : $\sum_j \gamma_{ij} = 0$

Les résultats des paramètres estimés qui sont obtenues directement par la régression figurent dans le tableau 8.

Le calcul des élasticités non compensées s'est effectué à travers l'expression suivante :

Elasticité prix directe : $\gamma_{ii} = -1 + \gamma_{ij} / w_i$

Elasticité prix croisé : $\gamma_{ij} = \gamma_{ij} / w_i$

Les résultats des élasticités non compensées obtenus sont reportés dans le tableau 9.

Les variables utilisées dans le modèle sont celles suggérées par la revue de la littérature et figurent dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6: Présentation des variables de l'étude

Notation	Variable	Notation	Variable
Beurval	Valeur CAF du beurre en F CFA	deptot	Dépense totale
Beurqte	Quantité de beurre importée en Kg	Wbeur	Part du beurre dans la dépense totale
Crltval	Valeur CAF de la crème de lait en F CFA	Wcrlt	Part de la crème lait dans la dépense totale
Crltqte	Quantité de la crème de lait importée en Kg	Wfrom	Part du fromage dans la dépense totale
Fromval	Valeur CAF de fromage en F CFA	Wltcc	Part lait concentré dans la dépense totale
Fromqte	Quantité fromage importée en Kg	Wltpd	Part du lait en poudre dans la dépense totale
Ltccval	Valeur CAF de lait concentré en F CFA	Wltnc	Part du lait non concentré dans la dépense totale
Ltccqte	Quantité de lait concentré importée en Kg	Wyht	Part du beurre dans la dépense totale
Ltpdval	Valeur CAF de poudre de lait en F CFA	lpm	Indice des prix à l'importation (indice de stone)
Ltpdqte	Quantité de poudre de lait importée en Kg	Ldeptotr	Logarithme de la dépense totale réelle
Ltncval	Valeur CAF de lait non concentré en F CFA	Lpbeur	Logarithme du prix du beurre
Ltncqte	Quantité de lait non concentré importée en Kg	Lpcrlt	Logarithme du prix de la crème lait
Yhtval	Valeur CAF de yahourt en F CFA	Lpfrom	Logarithme du prix du fromage
Yhtqte	Quantité de yahourt importée en Kg	Lpltec	Logarithme du prix du lait concentré
pbeur	Prix du beurre	Lpltpd	Logarithme du prix du lait en poudre
pcrlt	Prix de la crème de lait	lpyht	Logarithme du prix du yahourt
pfrom	Prix du fromage		
pltec	Prix du lait concentré		
pltnc	Prix du lait non concentré		
pyht	Prix du yahourt		

III.2 Présentation et analyse des résultats

La présentation et l'analyse des résultats concerneront les résultats statistiques et économétriques.

III.2.1 Résultats statistiques

Tableau 7 : Statistiques descriptives

(valeur en millions de F CFA, quantité en tonnes)

Variables	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
beurqte	84	120	89 965	28 788	20 182
beurval	84	0,130375	131,80	40,25	28,66
crltval	84	0	106,19	14,76	21,96
crltqte	84	0	210 284	27 647	42 876
fromval	84	22,62	171,73	81,84	30,00
fromqte	84	10 276	70 333	32 589,87	12 283,281
ltcceval	84	65,47	2069,69	806,25	387,42
ltccqte	84	149 188	3 151 088	1 171 487	578 375
ltpdval	84	363,68	2898,46	1 217,23	442,94
ltpdqte	84	265 587	1 884 045	1 001 091	358 629
ltnceval	84	8,97	181,00	65,63	41,52
ltncqte	84	17 298	490 345	178 571	116 139
yhrtval	84	10,62	49,08	27,27	8,44
yhrtqte	84	4 004	27 881	11 583	4 075
pbeur	84	626	2643	1 429	338
pcrlt	82	259	9 032	1 664	1883
pfrom	84	1 864	3 665	2 548	313
pltcc	84	405	976	697	106
prtnc	84	72	603	387	71
pltpd	84	840	1 635	1 235	181
pyht	84	1 760	3 422	2 400	393
Deptot	84	585,720	3944,700	2253,200	640,970
Deptotr	84	87,160	95,381	335,300	95,381

L'analyse des résultats des statistiques descriptives indique que le marché des produits laitiers en Côte d'Ivoire est avant tout un marché de lait concentré et de lait en poudre qui occupent respectivement le premier et le deuxième rang en ce qui concerne les quantités importées ; et représentent à eux deux 88 % des importations de produits laitiers.

La crème de lait et le yaourt sont les produits les moins sollicités sur le marché. De plus, les valeurs de la crème de lait sont les plus dispersées sur la période de temps définie pour notre étude. Les quantités importées de ce produit laitier varient considérablement au cours du temps, la demande n'est pas stable, qui plus est, est nulle à certaines années.

En ce qui concerne les prix du lait en poudre (pour se limiter qu'à ce seul produit laitier), nous notons une tendance à la hausse des cours mondiaux (voir annexe). L'explication résiderait dans les politiques de contrôle de la production laitière des grands pays exportateurs, ce qui justifie par conséquent l'opportunité d'analyser l'impact de cette hausse sur la demande d'importation des produits laitiers.

III.2.2 Résultats économétriques

III.2.2.1 Présentation des résultats

Les résultats des paramètres estimés et des élasticités non compensées sont traduits dans les tableaux suivants.

a Résultat des paramètres estimés

Tableau 8 : Paramètres estimés de la demande d'importation des produits laitiers

	α_i	β_i	G1 1=beurre	G2 2=crème	G 3 3=fromage	G4 4=lt cc	G5 5=lt pd	G6 6=lt nc	G7 7=yaourt
Beurre (e)	0,145 (0,1278)	-0,00625 (0,193)	0,009 (0,143)	0,0007 (0,65)	-0,012* (0,06)	-0,0045 (0,66)	-0,011 (0,29)	0,006 (0,20)	0,01* (0,07)
Crème lait	0,287*** (0,0001)	-0,014*** (0,0001)	0,0007 (0,646)	-0,006*** (0,0000)	0,002 (0,30)	0,01 (0,12)	-0,011* (0,08)	0,004** (0,01)	-0,0005 (0,79)
Fromage	0,65*** (0,0000)	-0,032*** (0,0000)	-0,012* (0,06)	0,002 (0,30)	-0,011 (0,36)	-0,018 (0,20)	0,018 (0,18)	0,001 (0,81)	0,02** (0,04)
Lait concentré	-1,513* (0,05)	0,101*** (0,008)	-0,004 (0,66)	0,01 (0,12)	-0,018 (0,20)	0,24*** (0,002)	-0,213*** (0,004)	-0,016 (0,17)	0,003 (0,82)
Lait en poudre	1,017 (0,17)	-0,030 (0,42)	-0,011 (0,29)	-0,011* (0,08)	0,018 (0,20)	-0,213*** (0,004)	0,23*** (0,002)	-0,004 (0,58)	-0,02 (0,14)
Lait non concentré	0,15 (0,17)	-0,007 (0,20)	0,006 (0,20)	0,004** (0,01)	0,0014 (0,82)	-0,016 (0,17)	0,006 (0,58)	-0,004 (0,55)	0,002 (0,74)
Yaourt		-0,013	0,011* (0,07)	-0,0006 (0,79)	0,019** (0,04)	0,003 (0,82)	-0,019 (0,14)	0,002 (0,74)	-0,015

Beta =coefficients des dépenses ; G1àG7=coefficients prix

(e)=p value ; ***=significatif à 1% ; **=significatif à 5% ; *=significatif à 10%.

Sur les 49 coefficients des prix estimés, 5 sont significatifs au seuil de 1%, 4 sont significatifs au seuil de 5% et 6 au seuil de 10%.

Pour ce qui concerne les coefficients des dépenses, sur les 7 estimés, 3 sont significatifs à 1%.

b Résultats des élasticités non compensées

Tableau 9: Elasticités prix non compensés de la demande d'importation des produits laitiers

	Beurre	Crème lait	Fromage	Lait concentré	Lait en poudre	Lait non concentré	Yaourt	Revenu
Beurre	-0,6522	0,028	-0,4413	-0,172	-0,405	0,2183	0,4241	0,7609
Crème lait	4,0972	-32,8292	12,6018	55,0459	-61,7089	24,9023	3,1084	-75,9129
Fromage	-1,0697	0,2094	-2,0204	-1,6796	1,7031	0,1319	1,7252	-1,9426
Lait concentré	-0,0086	0,0188	-0,0345	-0,5438	-0,4072	-0,0308	0,0061	1,1938
Lait en poudre	-0,0283	-0,0296	0,0492	-0,5725	-0,3838	0,017	0,0519	0,9196
Lait non concentré	0,10279	0,0804	0,0256	-0,2909	0,1149	-1,0689	0,0361	0,8719
Yahourt	1,2854	-0,0646	2,1571	0,3702	-2,248	0,2322	2,7314	-0,559

III.2.2.2 Interprétation des résultats

Les élasticités marshalliennes ou non compensées nous permettront :

- à partir des élasticités prix direct, de mesurer l'effet d'une variation du prix international d'un produit laitier *i* sur sa demande d'importation,
- à l'aide des élasticités revenu, de déterminer l'impact d'une variation du revenu alloué à l'importation d'un produit laitier *i* sur sa demande d'importation ainsi que la classification des différents biens en produit de luxe, normal ou inférieur
- au moyen des élasticités prix croisés, d'identifier les relations de complémentarité ou de substitution entre les produits laitiers importés.

a Elasticité prix direct

L'élasticité prix-direct mesure la variation en pourcentage de la demande des différents biens suite à une augmentation en pourcentage de leurs prix respectifs. Cette élasticité mesure l'ampleur de la variation. Ainsi :

Lorsque $\varepsilon > 1$, on dit que le bien étudié est élastique par rapport à son prix

Lorsque $\varepsilon = 1$, l'élasticité est dite unitaire

Lorsque $\varepsilon < 1$, le bien étudié est inélastique par rapport à toute variation du prix

L'analyse globale des résultats nous révèle qu'en dehors de la crème de lait, du yaourt et du fromage, la demande des autres produits laitiers réagit faiblement à toute variation du prix d'importation.

L'analyse de nos résultats nous donnent trois catégories de biens en fonction des élasticités obtenues :

- 1- Les produits laitiers dont la demande est inélastique à toute variation du prix. Ce sont : le lait concentré, le beurre et le lait en poudre.

A cet égard, une augmentation de 1% du prix du beurre se traduit par une diminution de 0,6% de la quantité de beurre importée. Une augmentation du prix du lait concentré de 1% entraîne une diminution de 0,5% de la demande d'importation de ce bien. La hausse de 1% du prix du lait en poudre a pour effet une diminution de 0,3% de sa demande d'importation.

- 2- Les produits laitiers dont la demande est élastique aux variations du prix d'importation. Ces biens sont les suivants : le fromage, le yaourt et la crème de lait.

En effet, une augmentation de 1% du prix de la crème de lait a pour résultat une diminution de 32% de la quantité importée de crème de lait. La demande d'importation de la crème de lait est hautement élastique à une variation du prix d'importation.

En ce qui concerne le fromage, une augmentation de 1% du prix entraîne une réduction de 2% de la demande d'importation. Pour le yaourt, une hausse de 1% du prix a pour corollaire une diminution de 2,73% de la demande d'importation.

- 3- Les produits laitiers à élasticité unitaire. Cette troisième catégorie concerne uniquement le lait non concentré ou lait liquide.

Lorsque le prix du lait non concentré s'élève de 1%, la quantité importée de ce produit laitier diminue dans la même proportion.

Conclusion partielle

Les trois catégories de produit laitier identifiées correspondent également à trois stades de la transformation du lait importé.

Le premier stade peut être décrit comme celui de la matière première. En effet, le lait en poudre, le lait concentré et le beurre sont largement utilisés en guise de matière première, par les industriels ou les consommateurs nationaux, dans la fabrication d'autres produits laitiers tels que le yaourt, le crème de lait ou le fromage.

Le deuxième stade correspond à celui du produit semi-fini. C'est le cas du lait non concentré ou lait liquide qui constitue un produit intermédiaire dans la transformation du lait concentré ou du lait en poudre en yaourt.

Le troisième niveau est celui du produit fini. On constate ainsi généralement que le yaourt, le fromage et la crème de lait sont des produits finis prêts à être consommés par les ménages.

Ainsi, la première catégorie de biens qui s'imposent comme des produits laitiers de base dans l'industrie, ont des élasticités peu élevées, inélastiques à leurs prix internationaux. Par conséquent, cela indique le faible rôle joué par les prix de ces « matières premières » dans la régulation des importations. L'explication résiderait comme le stipule Mzoughi (2000) qui a obtenu la même conclusion lors de l'estimation de la demande d'importation agrégée en Tunisie, dans le fait que les produits laitiers primaires importés sont difficilement substituables compte tenu de la quasi-inexistence d'une production domestique. Le beurre, le lait en poudre et le lait concentré se révèlent ainsi comme des produits incontournables pour l'industrie laitière Ivoirienne. En outre, cela signifie que même si les prix internationaux augmentent eu égard aux accords internationaux de l'OMC qui préconisent la réduction des subventions apportées à l'Agriculture, la demande d'importation de ces trois produits restera toujours la même car il n'y a aucune possibilité de substitution de ces produits sur le plan local.

Par contre, pour les deux autres catégories de produits laitiers, il existe une possibilité de fabrication locale à partir de la première catégorie ce qui justifie donc la sensibilité de la demande d'importation face à un renchérissement du prix international.

b Elasticité prix croisé

Elles mesurent la variation en pourcentage de la demande de chaque bien importé si les prix des autres biens varient de 1%. Elle permet d'indiquer la nature de la relation entre les différents biens.

Ainsi, si $\varepsilon > 0$, les biens sont des substituts et si $\varepsilon < 0$, ils sont dits complémentaires.

Les résultats de l'élasticité prix croisé sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 10 : résultats des élasticités prix croisés

Produit laitier	Biens substituts	Biens complémentaires
Beurre	Crème de lait Lait non concentré yaourt	Fromage Lait en poudre Lait concentré
Crème de lait	Beurre, Fromage Lait concentré, Yaourt lait non concentré	Lait en poudre
Fromage	Crème de lait Lait en poudre, yaourt Lait non concentré	Beurre Lait concentré
Lait concentré	Crème de lait yaourt	Beurre, Fromage Lait en poudre Lait non concentré
Lait en poudre	Fromage Lait non concentré	Beurre, Crème de lait Lait concentré, Yaourt
Lait non concentré	Fromage, Beurre Lait en poudre, Crème de lait Yaourt	Lait concentré
Yaourt	Fromage, lait concentré Lait non concentré, Crème de lait, beurre	Lait en poudre

L'interprétation des coefficients des élasticités prix croisés indiquent la présence de produits laitiers fortement substituables ou complémentaires à la crème de lait, au yaourt et au fromage. Par contre, le lait en poudre, le lait concentré et le beurre sont faiblement substitués par les autres produits laitiers. En outre, il n'existe pas de substitution entre les produits ici de cette catégorie c'est à dire que le lait en poudre n'est pas substituable au lait concentré et vis versa ;

Conclusion partielle

La nature des relations entre les différents produits laitiers vient confirmer les résultats obtenus dans les élasticités prix directs. Ces résultats ont révélé l'existence de trois catégories de produits laitiers selon le niveau de transformation. Ils ont aussi indiqué que la première catégorie représentée par les matières premières servait à la reconstitution des produits laitiers des autres catégories.

De plus, l'inexistence de substitution entre les biens de la première catégorie confirme sans aucun doute leur importance dans le processus de transformation locale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

1 Conclusion

Le marché international des produits laitiers connaît une mutation avec le démantèlement des politiques interventionnistes mises en place par les grands pays producteurs pour liquider leurs produits à des prix défiant toute concurrence. La conséquence de cette mesure est une augmentation des prix à l'importation pour de nombreux pays importateurs Africains dont la Côte d'Ivoire qui ont une politique laitière beaucoup plus tournée vers les importations de produits laitiers en raison d'une production intérieure insuffisante et limitée par plusieurs contraintes. Cette évolution du marché international aurait été sans grand intérêt, si l'économie de la Côte d'Ivoire connaissait toujours son lustre des années 1960. Malheureusement, la croissance économique est en baisse eu égard à la dépréciation des cours internationaux du café et du cacao et aux nombreuses crises socio-politiques.

Dans ce contexte, il nous a paru essentiel de connaître l'impact de ces deux chocs économiques sur la demande d'importation des produits laitiers.

L'analyse de cet impact nous a permis par de :

- déterminer l'influence des prix internationaux sur la demande d'importation des produits laitiers,
- identifier les interrelations de substitution et de complémentarité entre les produits laitiers.
- formuler des recommandations pour la mise en place d'une politique laitière efficace et cohérente

Deux outils d'analyse ont été utilisés pour l'exploitation des données.

Le premier basé sur des analyses statistiques descriptives a permis de montrer que les produits laitiers importés les plus consommés en Côte d'Ivoire sont le lait concentré et le lait en poudre qui représentent à eux seuls 88% des importations.

La deuxième méthode d'analyse a quant à elle utilisé un modèle économétrique AIDS pour apprécier l'influence du revenu sur la demande d'importation et l'effet d'une augmentation des prix internationaux sur la demande d'importation de chaque produit laitier. Ce modèle est

représenté sous forme de système d'équations où la demande d'importation de chaque produit laitier est symbolisée par une équation linéaire avec pour variable dépendante la part du produit laitier identifié et pour variable indépendante les prix des autres produits laitiers, le revenu réel.

Les résultats issus de ce système d'équations ont permis de conclure que :

L'influence exercée par les prix internationaux et le revenu réel sur la demande d'importation est fonction du niveau de transformation des produits laitiers.

Les produits de base pour l'industrie locale fortement sollicités par le marché laitier ivoirien comme le lait en poudre, le lait concentré et le beurre ont une demande d'importation inélastique. Par contre la crème de lait, le yaourt, le fromage qui sont des biens beaucoup plus élaborés et peuvent être reconstitués à partir des produits laitiers de base, ont une demande d'importation élastique. Le lait liquide non concentré, produit intermédiaire entre ces deux niveaux de transformation a une demande d'importation à élasticité unitaire.

Ainsi, malgré l'application des droits de douane représentés par le TEC, la TVA, et les variations que peuvent subir les cours internationaux des produits laitiers, on note une demande rigide du beurre, du lait concentré et du lait en poudre. C'est dire combien de fois ces produits sont nécessaires au plan national. En effet, il n'existe aucune possibilité de substitution des importations par la production domestique, étant entendu que cette dernière n'est pas compétitive et couvre moins de 10% des besoins nationaux.

Les droits de douane appliqués à l'état actuel aux produits laitiers ne constituent pas une barrière tarifaire douanière. Le constat qui est fait est que l'instauration de ces taxes répond plus à une logique d'apport de ressources financières à l'Etat que de réduction des importations.

L'identification des relations de substitution et de complémentarité entre les produits laitiers a révélé que les produits issus de la troisième catégorie à savoir le yaourt, le fromage et la crème de lait ont de très forts substituts parmi les biens de la première catégorie. Le lait en poudre, le lait concentré et le beurre sont par contre faiblement substitués par les autres produits laitiers. Par conséquent, un renchérissement du prix international se traduirait par un abandon du yaourt, du fromage ou de la crème de lait au profit du lait en poudre, du beurre et du lait concentré.

Fort de ces analyses, il importe que des recommandations soient formulées afin de réduire la trop forte dépendance de l'Etat vis à vis des importations de lait et de mettre en place une véritable politique de développement laitier. Cette politique devrait pouvoir garantir l'accès des populations aux produits laitiers en tout temps et tout lieu et protéger le pays contre une instabilité des cours sur le marché international.

2 Recommandations

Dans le court terme,

La Côte d'Ivoire doit profiter des traitements différenciés accordés aux pays en développement dans les accords de l'OMC pour mettre en place des instruments de politique économique capables de réguler les importations de lait.

Ces instruments reposeront sur des mesures d'appui à la production comme :

- l'octroi de licence d'importation aux pays fournisseurs de produits laitiers
- la mise en place de quotas à l'importation
- l'instauration de prélèvements compensatoires sur le lait en poudre et le lait concentré.

Et également sur des mesures de réaction aux fluctuations des prix internationaux telles que :

- La consolidation des droits de douane à des taux plafonds ou la définition d'une échelle de tarifs douaniers en fonction du prix d'importation et du volume importé sans pour autant dépasser un taux plafond.

Si cette dernière mesure a l'avantage de réguler les importations en fonction du prix international, elle a le désavantage de reporter le coût de la protection sur les consommateurs qui paieront plus chers les produits laitiers importés. Cela ne devrait toutefois pas constituer un problème majeur car les consommateurs de produits laitiers importés se trouvent en général parmi les couches les plus aisées de la population.

Bien entendu, le choix d'une ou de plusieurs de ces mesures se fera sur la base de cadres d'échanges entre les ministères de tutelle que sont le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques, le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Direction Générale des Douanes et le Ministère du Commerce.

Dans le moyen et le long terme,

L'accent devrait être mis sur le développement de la production locale afin de substituer progressivement les importations.

Néanmoins, vu le système de production local de lait, une évaluation des coûts de production indiquerait certainement qu'ils sont plus élevés que ceux des pays développés. En d'autres termes, le pays n'aurait pas d'avantage comparatif à produire localement du lait ; ce qui pourrait justifier le recours aux importations et l'exploitation de produits de rente tels que le binôme café-cacao, le bois, les fruits, le coton ; jugé beaucoup plus rémunérateurs pour le paysan.

Ainsi, d'un point de vue strictement financier, l'on pourrait considérer comme non rationnel le développement de la production laitière locale.

Néanmoins, avec l'accroissement des prix de la poudre de lait sur les marchés mondiaux, la production laitière de la Côte d'Ivoire peut devenir compétitive en terme de coût de production à condition que les systèmes d'exploitation soient intensifiés.

Sur le plan des dotations factorielles, le pays possède certains atouts pour développer, consolider et valoriser sa production laitière. En effet, la Côte d'Ivoire dispose d'importantes réserves fourragères, de sous-produits agro-industriels et d'une main d'œuvre rurale à bon marché. De plus, les usines de transformation du lait existant sur le territoire ivoirien seraient prêtes à incorporer du lait frais local dans leur système de production et à effectuer les investissements nécessaires, si elles disposent de garanties suffisantes quant à l'existence d'une offre locale suffisante, stable et de qualité.

En outre, la poursuite de l'objectif de sécurité alimentaire durable, dont le développement de la production locale est l'un des maillons essentiels, devrait guider le gouvernement dans le développement de la production de lait.

La relance de la production laitière sera fondée sur la mise en place par le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques, de conditions matérielles, génétiques, financières, réglementaires favorables à son essor et prenant en compte tous les maillons de la filière.

Ainsi, au niveau de la production, il faudra :

-Renforcer les missions de sélection et de production de géniteurs améliorés et adaptés à l'environnement tropical généralement attribués aux ranchs d'Etat.

-Améliorer la production fourragère par la recherche-développement dans le but d'améliorer la production laitière

-Sécuriser les droits fonciers des producteurs

-Encourager et susciter la mise en place de projets ou d'exploitation de production laitière. Les systèmes de production devraient être orientés vers un élevage de type semi-intensif voir intensif. De plus, il faudrait que de vrais professionnels de l'élevage puissent piloter ces fermes de production laitière. Ils pourront de ce fait servir de modèle aux jeunes éleveurs traditionnels, les former, les encadrer afin de favoriser l'émergence d'un véritable secteur laitier privé et autonome.

A cet égard, l'Etat pourrait venir en appui aux opérateurs à travers l'élaboration de contrats-plans pour l'appui technico-économique, les investissements et la diffusion du progrès génétique

- Créer de grands pôles économiques de développement laitier

Ces pôles seront de grands centres de production et de transformation laitière. Leur installation dans une zone donnée sera fonction de la disponibilité de la région en sous-produits agro-alimentaires et de la production laitière récoltée. Les régions d'Abidjan, Bouaké, Korhogo seront à cet effet privilégiées.

- Créer un fonds national de développement de la filière laitière.

Les ressources financières de ce fonds proviendraient des recettes issues de l'instauration de prélèvements compensatoires sur le lait en poudre ou d'une ristourne prélevée sur les taxes et droits de douane.

A niveau de la commercialisation, il faut :

-Favoriser la mise en place de centres de collecte du lait efficaces et performants

-Veiller sur le respect des conditions d'hygiène et des normes de qualité au niveau de la collecte du lait

Au niveau de la transformation, il faudrait :

-Favoriser la mise en place de petites unités de transformation du lait autour des pôles économiques. Les produits proposés à la consommation se feront après une étude d'analyse des préférences que manifestent les consommateurs et de leur pouvoir d'achat, ceci pour que des gammes variées de produits soient accessibles à toutes les couches sociales.

-Faire prendre par l'Etat des mesures visant à réduire à leur plus bas niveau l'importation de lait concentré et de fromage étant donné l'existence de possibilités de fabrication locale de ces produits à partir du lait en poudre.

-Favoriser au niveau des entreprises de la place, l'incorporation du lait frais domestique dans le processus de fabrication de sous-produits laitiers comme le fromage, le yaourt, le beurre, le lait pasteurisé. Cette recommandation stimulera l'émergence d'industries laitières de substitution, mais est liée auparavant à l'existence d'une offre domestique stable compétitive de qualité capable de satisfaire les besoins des industriels. Voilà pourquoi l'Etat devra s'efforcer de mettre en place un environnement économique et social capable d'offrir de réelles opportunités de développement d'une production laitière compétitive.

3 Limites de l'étude

Un certain nombre de handicaps ont constitué quelque peu des contraintes à une meilleure analyse du sujet . En effet, eu égard à l'indisponibilité de certaines données sous la forme choisie pour notre analyse (forme mensuelle), certaines variables qui auraient été pertinentes dans cette étude ont été abandonnées. Ces variables sont :

- la production nationale.

Cette donnée aurait permis de mesurer de façon tangible l'effet d'un accroissement des importations sur le développement de la production domestique

- La croissance démographique, le taux d'urbanisation

L'évolution de la croissance démographique ou du taux d'urbanisation par rapport à la demande d'importation déterminerait le niveau de corrélation entre ces deux entités.

- Le taux de change

L'incorporation du taux de change dans le modèle aurait été un élément de taille pour apprécier le rôle joué par les politiques de change dans les importations de produits laitiers.

En outre, d'autres facteurs qui peuvent également expliqué la demande d'importation des produits laitiers mériteraient d'être considérés dans de prochaines études. Il s'agit des variables hors prix telles que la qualité des produits ou la technologie utilisée pour leur conditionnement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Allechi M. (1992), L'analyse du comportement des importations de la Côte d'Ivoire en période d'ajustement structurel in *Réformes du commerce extérieur et politique de développement*, I.E.D.E.S- Collection du tiers Monde, Presses Universitaires de France p.255-277

Ameur M. et Gracia A (1998), Compétitivité des exportations espagnoles de viandes ovine et caprine. *Unidad de economía Agraria, Servicio de Investigación Agroalimentaria, Diputación*, 57-67 p

Araar A. (2000), *La modélisation des préférences et le bien être des ménages en Pologne*, Département d'économie et CREFA, Université de Pologne

Armington P.S. (1969), "A theory of demand for products distinguished by place of production" , IMF Staff Papers, XVI, 159-76

Banque mondiale (1981), *Le développement accéléré en Afrique au sud du sahara. Programme indicatif d'action*. Banque mondiale, Washington D.C. 286p

Bates R.H. (1983), *Essays on the political economy of rural Africa*. Cambridge University Press, Cambridge (R.-U.) 178p

BDPA (2002), *Evaluation à mi-parcours du projet de développement de l'Elevage phase II*. Rapport définitif ; 206p.

Berthélemy J-C., F. Bourguignon (1996), *Growth and Crisis in Cote d'Ivoire*. Washigton, D.C, World Bank, 240p.

BNEDT (1997), *Statistiques macro-économiques*, République de Côte d'Ivoire, 90p.

Brokken, R.F., Seyoum S.(1992), Dairy marketing in sub-saharan Africa. Proceedings of a symposium held at ILCA (International Livestock Center for Africa), 26-30 November 1990, Addis Abeba.

Calipet S., S. Guillaumont-Jeanneney (1996), Dévaluation, chocs externes et politique économique en Côte d'Ivoire : analyse de leurs effets respectifs à partir d'un modèle d'équilibre général calculable, *Revue d'Economie du Développement*, 3, pp.65-94.

Christensen , L.R.D., Jorgenson, D.W. and Law, L.J. (1975), Transcendental Logarithmic Utility Functions, *American Review*, 65, 367-383

Cogneau D., G Collange (1998), Les effets à moyen terme de la dévaluation des francs CFA : une comparaison Cameroun-Côte d'Ivoire, à paraître dans la *Revue d'Economie du Développement*.

Cogneau D., Mesple-Somps S. (2002), *L'économie ivoirienne, la fin du mirage?*, Document de travail DIAL/Unité de Recherche CIPRE, 98p

Deaton, A. et Muellbauer, J. (1980). *An Almost Ideal Demand System. The American Economic review*, 70: 312-326.

Devarajan S. (1991), Comments on Chamley C. Côte d'Ivoire: The failure of Structural Adjustment , in Thomas V.E. et al., *Restructuring economies in distress: Policy reform and the World Bank*. Oxford, New York, Toronto, Melbourne, Oxford University Press for the World Bank, pp. 305-308

Dono G., Thompson G.(1994), Explaining changes in Italian consumption of meat: Parametric and non parametric analysis. *European Review of Agricultural Economics*. 21 (2), p. 175-198.

Driouchi A., Mekki A., Kasmi H. (1995), Production et commercialisation des animaux et produits d'origine animale au Maroc : les productions bovines et ovines.

Options Méditerranéennes, Série. B/n°14, 1995- Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000.

Ekberg A. (2001), Rapport de la mission de formulation du projet laitier sud-phase II
Abidjan, Côte d'Ivoire, mars 2001.156p

Erkel-Rousse H (1992), "Le commerce extérieur et l'environnement international dans le modèle Amadeus" *Document de travail* INSEE, n°G 9205

Erkel-Rousse H (1997), Endogeneous differentiation strategies, comparative advantage and the volume of trade, "*Annales d'Economie et de Statistiques*" n°47, Juill. Sept

FAO (1985), International trade in dairy products-review, prospects and issues. Document CCP:85/16. FAO,Rome.

FAO (1995), Approvisionnement des villes africaines en produits laitiers.FAO, Rome, 72p

FAO (2004), Rapport spécial –Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires en Côte d'Ivoire. N/Réf : 0086/04/FAO/NF

Farina E. et al.(1998), *The impact of deregulation on the milk agribusiness system in Brazil*.
Ministerie van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij, The Hague.

Fezzani A., Thabet B, 1995 : Le secteur laitier en Tunisie et ses perspectives de relance. *Options Méditerranéennes, Série. B/n°14, 1995-* Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000.

Fulponi L. (1989), The almost ideal demand system : an application to food and meat groups for France, *Journal of Agricultural Economics*, vol 40 n°

GATT, 1988 : *Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce. Le marché mondial des produits laitiers. Arrangement international relatif au secteur laitier, neuvième rapport annuel*, Genève.

Gbongue M. (2002), *Aspects socio-économiques de la performance productive des fermes piscicoles en étang : l'expérience du volet pisciculture du projet BAD-OUEST de la région forestière ouest de la Côte d'Ivoire*. Mémoire de fin de cycle, Université de Cocody.

Gohin A. (1999), *Note sur les estimations économétriques des paramètres des fonctions de demande finale de viandes en France*, INRA-Secteur Société Économie Décision-Département Économie et Sociologie Rurales.

Griffon M. et Viallet D. (2000), *Compétitivité des productions animales en Afrique subsaharienne et à Madagascar*. Rapport d'études 191 p.

Guillotreau P. (1999), *Le commerce extérieur et prix des produits de la mer, implications pour la PCP*, Résumé, LEN-CORRAIL, Université de Nantes

Kacou K, 1996: *Analyse des effets d'une mesure anti dumping: le prélèvement compensatoire sur les importations de viande en Côte d'Ivoire*. Mémoire d'économie rurale, Université de Laval.

Krugman P. et Obstfeld M(1992), *Economie internationale*, deuxième édition, Séries Prémisses, De Boeck, Universités Bruxelles 1992.

Lianos T.P., Katranidis (1993), Modelling the beef market of the Greek economy. *European Review of Agricultural Economics*. 20 (1), p. 49-63

MIPARH/DPE (2001), Statistiques de productions, importations, consommation de 1990 à 2001

MIPARH/DPP (2004), *Annuaire de statistiques 2003*. République de Côte d'Ivoire, 30p

Muñoz, M.J. (1994). *Factores determinantes des crecimiento de las importaciones de frutos cítricos en la República Federal Alemana. Un enfoque cuantitativo*. Thèse Doctoral, Université de Valence.

Nwoko, S.G. (1986), *The development of dairy imports in Nigeria*, 43p. International Livestock Centre for Africa (ILCA) Addis Abeba, Ethiopia.

Oliveira-Martins J., Scarpetta S. et Pilat D., (1996) "Mark-up pricing, Market structure and Business Cycle", *OCDE, Economics Studies, n°27, spring, pp.71-105*

PNUD (2004), Tableau de bord social de la Côte d'Ivoire. 133p

Sandford S. (1985), Better livestock policies for Africa. African Livestock Policy Analysis Network Paper. N°1. CIPEA, Addis-Abeba. 22p

Tangermann S. et Krostitz W. (1982), Protectionism in the livestock sector with particular reference to the international beef trade. Göttingen Schriften zur Agrarökonomie. Göttingen, République fédérale d'Allemagne.

Theil, H. (1975-76), *Theory and Measurement of Consumer Demand*, Vols.I and II, North-Holland Publishing Co., Amsterdam.

Von Massow V.H. (1990), *Les importations laitières en Afrique subsaharienne: problèmes, politiques et perspectives*, Rapport de recherche n°17, CIPEA/Addis-Abeba. 52p

Witucki L et Christensen C. (1982), Food problems and emerging policy responses in subsaharan Africa. *American Journal of Agricultural Economics* 64 (4):889à 896

World Bank (1998), *Global Development Finance*, CD-ROM

World Bank (2000), *World Development Indicators*, CD ROM